

pologne: supplément 4 pages

T2137 - 392 - 5, 00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34 08
ccp publico
1128915 paris

hebdomadaire

N° 392 JEUDI 12 MARS 1981 5,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)



solidarité internationale



des travailleurs

Fo P. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER : MOULIN - IZEURE
ARDECHE : AUBENAS
AUBE : TROYES
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
DOUBS : BESANCON
EURE : EVREUX
GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
GIROUDE : BORDEAUX - CADILLAC
HERAULT : BEZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : ST. ETIENNE
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE - VALENCIENNES
OISE : CREIL - BEAUVAIS
ORNE : ARGENTAN
PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
BIARRITZ
HT-RHIN : MULHOUSE
RHONE : LYON
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
MANCHE : CHERBOURG
LOT-ET-GARONNE : AGEN
SENE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
SOMME : AMIENS
VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE
VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
HTE-VIENNE : LIMOGES
YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG
LIAISONS
PROFESSIONNELLES
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES
 - LIAISON ORTF
 - LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2^e, 5^e, 6^e, 7^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - LES ULIS
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - MASSY
 - VILLEJUIF
 - MONTROUGE

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
BANLIEUE OUEST
 - NANTERRE - LA DEFENSE
 - HOUILLES-SARTROUVILLE

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY

LIAISONS

La Seyne-sur-mer, Laon, Aine, Soissons, Cannes, Grasse, Ardennes, Salon, Caen, Angoulême, Marennes-Oléron, Saintes, Vierzon, Ajaccio, Meulan, Bégard, Valence, Concarneau, Le Vigon, Brest, Montpellier, Sète, Châteauroux, Sassenage, Isère, Jura, Blois, Vendôme, Le Puy, Florac, Laval, Noyon, Hénin-Beaumont, Bas Rhin, Le Mans, Thonon-les-Bains, Nord Seine-et-Marne, Maule, Parthenay, Montauban, Hyères, Poitiers, Nord Haute-Vienne, Vosges, Toulouse.

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex.

Groupe de Troyes : pour tous contacts, écrire à Claude Garcia, B.P. 2141, 37021 Tours-Cédex.

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette.

Permanence F.A. d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.

Groupe l'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis et samedis de 18 à 19 h.

Groupe du 11^e : permanence à Publico, 3, rue Ternaux, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80330 Longueau.

Liaison Blois : BP 962, 41009 Blois cédex.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), Métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18^e.

Groupe Evreux-Louviers : - CES, B.P. 237, 27002 Evreux-Cédex; - F.A., 2, rue Roger Jourdain, 27400 Louviers.

Groupe Fresnes-Antony : du mardi au jeudi, de 16 h à 19 h, le vendredi de 14 à 19 h, le samedi de 14 à 19 h, le dimanche de 10 à 13 h, 34, rue de Fresnes à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.

Groupe du 14^e : petite salle du patronage laïc, 72, ave Félix-Faure (Paris-15^e). Métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires, centre Alfa de Bondy, 3, allée des pensées, 93140 Bondy.

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local - salle communautaire du moulin de Paris, 02000 Merlieux, (tél. (23) 80-17-09).

Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Liaison Angoulême : tous les samedis de 14 à 17 h dans son local, 19, rue des Acacias.

Groupe Voline : 26, rue Piat, 75011 Paris. Permanence le 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe de Grenoble : tous les premiers vendredis du mois (souffle 08-05-81), rue Berthe de Boisseux, Maison des Associations, ancienne Bourse du Travail de Grenoble, 2^e étage, salle Est.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 3, rue Ternaux, Paris 11^e (M^o Oberkampf) - Tél : 805-34-08.

COMMUNIQUÉS

Nous informons les lecteurs, sympathisants et personnes intéressées de la constitution du groupe libertaire de Houilles-Sartrouville.

Les lecteurs intéressés par la propagande des idées libertaires sur l'île de la Réunion peuvent nous écrire : RI, pour la Réunion, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Le groupe anarchiste Quartier Nord de Marseille appelle les sympathisants libertaires de Marseille et de banlieue nord à la contacter via RI.

Un groupe libertaire est en formation sur Rambouillet-Versailles; que tous les anarchistes, libertaires, personnes intéressées contactent les RI.

Le groupe de Domont « Rouge y Negro » organise une réunion de sympathisants le vendredi 27 février. Rendez-vous sera donné à la gare de Domont à 19 h 45 et à partir de cette date, une réunion sera organisée toutes les trois semaines.

Les personnes intéressées par la propagande libertaire, par la création d'une liaison dans le département de la Saône-et-Loire peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Les libertaires du Lot désireux d'entrer en contact avec la Fédération pour activités communes peuvent écrire à la toute nouvelle liaison départementale du Lot, R.I. 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Sommaire

PAGE 2
 Activités des groupes FA
PAGE 3
 En bref
 Magouilles au Larzac
 Du pacifisme à l'anarchie
 Parents volontaires
 Communiqué
PAGE 4
 A Boulets Noirs
 A l'Est, tout reste à faire
 Les deux machoires
 Lettre ouverte...
PAGE 5
 Naissance des MKZ
 Discussion avec Anna Walentynowicz
 Un général au gouvernement
PAGE 6
 Solidarité rurale réclame une productivité.
 Les étudiants
 Interview d'un membre de Solidariscot
PAGE 7
 La trêve sociale
 L'Eglise en Pologne
PAGE 8
 La décomposition du PC polonais
 Discussion avec des travailleurs
 Conclusion
PAGE 9
 Paris-Brune
 Fous à lier...
 Répression à Bordeaux
PAGE 10
 Informations internationales
PAGE 11
 Livres, S.D.
PAGE 12
 Contraception masculine...

Des affichettes annonçant le dossier Pologne seront disponibles à la librairie du Monde Libertaire. Pour tout renseignement, téléphoner au 805.34.08.

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h 10, rue Robert Planquette Paris 18^e (M^o Blanche)

Tous les mardis de 18 h à 19 h tous les vendredis de 19 h à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. 74.41.58

Directeur de publication Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Les élections ne changeront rien, ne comptons que sur nous mêmes.



Le groupe d'Angers vient d'éditer une affiche deux couleurs (format 77 x 58). Prix : 0,60 F à partir de 10 exemplaires. (Ne pas oublier les frais de port)

TOULON

Le groupe Région toulonnaise organise, vendredi 27 mars, à 20 h 30, salle Mozart à Toulon, un meeting anti-électoral. Partie spectacle avec « Meille ». Table de presse. Entrée libre.

BESANCON

Jeudi 12 mars, 20 h 30, salle Battant, meeting antimilitariste organisé par le Groupe de lutte antimilitariste. Avec la participation de Maurice Joyeux de la FA, d'un représentant du Mouvement pour une alternative non violente et, sous réserve, avec J. Fabre et Cabu.

LIMOGES

Le groupe libertaire de Limoges organise une réunion-débat sur le thème : Elections ou action directe, le vendredi 27 mars à 20 h 30 à la Maison du Peuple, à Limoges.

Le groupe de Limoges de la FA vient d'éditer une brochure sur le système électoral qui sévit dans notre belle démocratie française avancée. Elle s'appelle Elections ou action directe.

En vente à Publico : 5 F.



Affiche éditée par le groupe Fresnes-Antony
 Prix : 0,50 F à partir de 10 ex.

Abonnez vous !

| TARIF | France | Sous pli fermé | Etranger |
|-------|--------|----------------|----------|
| 13 n° | 50 F | 55 F | 78 F |
| 26 n° | 95 F | 110 F | 150 F |
| 52 n° | 180 F | 210 F | 280 F |

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration :
 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom
 N° Rue
 Code postal Ville
 à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien
 Règlement (à joindre au bulletin)
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bref... en bref...

Afin d'aider concrètement les personnes en butte au racisme et aux menées fascistes, diverses organisations et individus se sont réunis pour créer un comité antiraciste, antifasciste à Argenteuil. Permanence le 1^{er} jeudi de chaque mois à 20 heures, 26, rue Carnot, 95100 Argenteuil.

Le général Périé vient d'être nommé gouverneur militaire de la Place de Paris en remplacement de Jannou Lacaze. Le général Périé a notamment commandé le 22^e régiment d'Infanterie de marine, de 1970 à 72, les forces armées françaises à Djibouti, puis la 9^e division d'Infanterie de marine.

Le collectif antimilitariste de Brest nous signale que Didier Hervé, insoumis total à l'armée, arrêté à Brest le 5 février 81 et actuellement incarcéré à Rennes, risque deux ans de prison. Insoumis, car il objecte contre l'existence de tout Etat, de toute armée, de toute hiérarchie, de toute autorité qui sont les sources mêmes de la déresponsabilisation des individus et des entraves à leur liberté, il vient d'être transféré à la prison de Rennes. On peut lui écrire : D. Hervé, 56, boulevard Jacques Cartier, 35200 Rennes.

Sébastien d'Ornano s'est présenté le 4 février 81 à la caserne de Mezier. Après avoir tenté de distribuer un tract, il a été refusé de porter l'uniforme, et il a été, bien sûr, mis aux arrêts de rigueur. Il risque deux ans de prison ferme. S. d'Ornano, 11^e Compagnie, 3^e Régiment de Génie, BP 828, 013011 Charleville-Mézières.

Heureux les promoteurs ! La municipalité de Sèvres (union de la gauche, maire PC), rénove le centre-ville : en organisant des commandos d'employés municipaux pour briser les portes et murer les appartements de plusieurs habitants, en menaçant d'expulsion des commerçants, en traduisant en référé d'expulsion des locataires, en vendant 5 000 m² à un promoteur privé pour une restauration de luxe, la municipalité rejette les initiatives de la population qui propose que le centre-ville soit abordable à tous.

Alors que la répression continue à frapper les radios libres et que M. Lecat parle « d'anarchie des ondes », ou de défense du monopole, Radio Monté-Carlo qui, rappelons-le, émet à partir du territoire français, vient en toute impunité de lancer trois nouvelles stations en modulation de fréquence sur la Côte d'Azur.

La coordination nationale des comités non titulaires de l'Education appellent à un rassemblement le samedi 14 mars à 16 heures, Place du Châtelet.

Gérard Fontaines, insoumis Lyonnais, avait entamé une grève de la faim le 25 novembre 1980 après 25 jours de détention et qui lui avait valu une réforme temporaire le 19 décembre 1980. Il a été inculpé de mutilation volontaire.

Marc Ollentein passera en TPFA à Lyon pour insoumission et refus d'obéissance, le 20 mars 81. Lui aussi avait fait une grève de la faim qui l'avait conduit à une réforme temporaire en 1980.

Le jeudi 9 avril à 13 heures Procès au TPFA de Paris, boulevard de Reuilly. Vaïma passera pour insoumission.

La librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien Gryffe, 69007 Lyon, organise un débat « Biologie et société » le samedi 14 mars à 15 heures.

**UN SERVICE
REGULIER
ET PRATIQUE
L'ABONNEMENT**

LARZAC

MAGOUILLES (BLUES) AU LARZAC

Le mardi 24 février, s'est tenu au ministère de la Défense nationale, une réunion qui rassemblait les parlementaires de l'Aveyron, le président et les représentants du conseil général, ainsi que les maires des communes concernées par l'extension du camp militaire du Larzac. Cette réunion avait pour but d'établir des orientations afin de permettre « de sauvegarder la vie agricole et les équilibres de la vie locale tout en permettant à l'autorité militaire une utilisation du camp compatible avec ses intérêts ». Etaient absents de cette causerie les paysans du plateau, ils avaient refusé d'y participer, ainsi que les responsables des organisations professionnelles agricoles, mais cela ne les a pas empêchés de cautionner par écrit, le 20 février, donc avant cette réunion, les orientations qui allaient être prises et signées !... Pas mal, non ?

Mais voyons un peu ces orientations :

- Maintien des activités agricoles : 71 exploitations (sur 88 concernées par l'extension) auront la possibilité de poursuivre leurs activités en périphérie du camp par la mise à leur disposition, par la Défense nationale, de terres labourables et de pacages. A noter que la superficie de ces terres n'a pas été précisée, mais l'armée a retiré, dans un élan de générosité, 115 hectares sur 13 000 que comprend le projet d'extension, soit 0,8%. Quelle bonté !

- Protections particulières du hameau de la Blaquière (hameau situé au centre du périmètre d'extension) : les personnes habitant actuellement ce hameau « ... peuvent y demeurer jusqu'à ce que des propositions de

réinstallation, à l'extérieur du camp, recueillent leur assentiment ». Ce qui veut dire en clair : « On vous laisse un surplus, mais de toute façon il faudra partir ». Que voulez-vous, on ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs !

- Respect des équilibres de la vie locale : les grands axes routiers resteront ouverts sans restriction de circulation, la gare de l'Hospital et du Larzac sera reconstruite à l'intérieur du camp et la voie ferrée pourra être ouverte au trafic civil. Les droits de chasse et de cueillette seront respectés et les sites protégés ainsi que les monuments... (aux morts !)

Il suffit de se promener un peu sur le Larzac pour voir comment l'armée respecte les sites : maisons bombardées, citernes à eau dynamitées, etc...

Voilà les orientations qu'on signées les élus locaux, responsables agricoles et autorités militaires. Orientations qui entérinent d'une façon définitive les limites du nouveau camp militaire, sacrificiel ainsi 17 exploitations de l'armée dévoreuse d'hectares et rendant plus que précaire la survie des 71 autres. De leur côté, les paysans ne sont pas dupes. A l'annonce de ce texte, ils déclaraient : « Ce texte se veut un accord global déguisé en propositions », et ont vivement condamné les élus et responsables agricoles : « C'est nous qui sommes maîtres du terrain, chez nous, et nous le défendront ».

Une fois de plus, c'est par voie de presse que les paysans du Larzac ont appris ce qu'« on » leur réservait, tout comme en 1971 ils avaient appris l'extension du camp militaire ; et un paysan de dire : « Ils nous ont fait le même coup qu'en 71 ».

Mais est-ce si surprenant de la part des politiciens ? Ne sont-ils pas élus pour représenter, défendre les intérêts de leurs électeurs ? Il faudrait être naïf pour croire cela, et ce qui vient de se passer au sujet du Larzac ne fait (une fois de plus) que confirmer le véritable rôle des politiciens : décider à notre place, régir notre vie. Et puis tous ces parasites se foutent pas mal que les gueules casquées vivent les paysans, seul compte, pour eux, le fait que la lutte du Larzac est une occasion de faire leur propagande électoraliste.

Voilà ce qu'ont déclaré M.M. Coulon et Duruy, conseillers généraux PS de Millau : « Nous avons pris nos responsabilités en acceptant pour l'avenir un projet de règlement qui nous apparaît comme un moindre mal entre le tout ou rien. Nous restons résolument contre le principe même de l'extension du camp militaire et nous ferons tout pour créer le changement politique qui remettrait fondamentalement en cause ce projet ». En clair, votez pour nous, on s'occupe de tout, nous sommes des gens responsables. Il faut être sacrement gonflé pour oser dire : « Nous sommes fondamentalement contre... », et signer un accord avec les autorités militaires, afin que ces derniers puissent laboutrer le cause du Larzac avec leurs chars et leurs canons. Ils n'en sont pas à une contradiction près...

Au Larzac, comme ailleurs, ne laissons personne décider, parler à notre place. Ne laissons personne régir notre vie.

Jean-Emile
(Liaison Le Vigan)

DU PACIFISME A L'ANARCHIE

DANS les prochains mois se déroulera la foire électorale des présidentielles. Nul doute sur les crescendos oratoires des divers démocrates en lice qui promettent à qui mieux mieux de décrocher la lune. En clair, serons-nous encore assez naïfs pour les accréder d'un vote — au demeurant faussé, pour la simple raison que la liberté ne passe pas par le choix d'un maître.

Nous sommes en démocratie, alors que désirer de mieux ? Eh bien, si la démocratie est un mal plus bénin que la démocratie absolue, il est évident que nous devons la combattre, car elle porte en elle le germe de toutes les guerres : l'autorité (trouvant son expression politique dans le gouvernement et son expression économique dans la capitalisme, privé ou d'Etat).

N'oublions pas que la démocratie signifie le gouvernement de la majorité, et non du « peuple » comme le laissent entendre certaines dialectiques « scientifiques », parce que l'on ne peut être à la fois gouvernants et gouvernés.

Nous, pacifistes, luttons contre toutes les guerres, ainsi que contre toutes les armées. Si nous ne

pouvons prévoir à quel instant pourraient se déclencher de nouvelles boucheries, nous pouvons affirmer que ces dernières sont le produit de structures reposant sur la domination de certains hommes sur d'autres. Nous voyons avec éclat quel est le rôle de l'institution militaire en temps de paix armée. Elle est une des tritiques à la disposition du gouvernement pour enrégimenter les nouveaux esclaves du 20^e siècle : les salariés. Le germe de la guerre ne se trouve-t-il pas dans l'obligation qui assujettit la majeure partie de la population à vendre sa vie pour une piètre obole de pouvoir d'achat ? Combien de contre-maîtres-adjudants de réserve ? Nous voyons ainsi que le gouvernement repose en partie sur l'institution du salariat et qu'il est aussi à l'origine — par son essence même — de toutes les guerres contre un hypothétique ennemi extérieur ou intérieur.

Ainsi, de notre lutte contre toutes les guerres, nous concluons à la lutte contre tous les gouvernements car leur existence même, fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, est la négation de toute égalité et par là-même de toute liberté.

Nous sommes conscients que nous devons démolir toutes les institutions étatiques pour construire une société basée sur l'égalité, supprimant ainsi toutes les dominations de droit ou de fait ayant leurs prolongements dans les actes de guerre.

De ce fait, lors de toute élection au suffrage universel, pour affirmer notre pacifisme, nous serons abstentionnistes.

Notre abstention est une lutte continue contre les préjugés, contre les lois, contre le pouvoir et contre tout ce qui est faux. Loin de faire le jeu des réacteurs, notre abstention est le plus grand obstacle contre leurs tentatives. Et que nous importe que celui qui est au pouvoir soit rouge ou blanc, puisqu'il nous est démontré que le pouvoir ne peut produire que de la réaction. La liberté ne s'obtient pas par la délégation, elle ne se conquiert que quand on sait la faire respecter. C'est pourquoi nous ne voulons pas du droit de choisir nos maîtres. C'est leur suppression totale que nous poursuivons. (Pierre Kropotkine : Liberté et Autorité).

Jean DENIS

Parents
volontaires

A Saint-Etienne, le nombre de naissances et actes de reconnaissance est passé de 5 924 en 1979 à 6 250 en 1980. Mais on doit noter que la diminution des cliniques d'accouchement en périphérie oblige ainsi les femmes d'autres communes à venir accoucher dans les maternités publiques, privées, ou mutualistes, stéphanoises.

Les anarchistes ne veulent pas « avoir » un enfant, mais être avec leur enfant au monde. L'enfant n'est pas la propriété de la société puisqu'il appartient à la vie et à l'amour de la vie.

Tandis que la publicité lie la femme, source de plaisir physiologique, à une mythologie et à des phantasmes particuliers, les institutions, les idéologies exaltent la fonction maternelle pour enfermer la femme dans un rôle. Derrière cette exaltation de la maternité se révèle une méfiance de la tendresse maternelle. En effet, dès qu'il y a diminution des naissances, il y a augmentation de l'amour des enfants. Combattre l'instinct maternel est donc autre chose que combattre l'amour maternel puisqu'il s'agit d'une remise en cause totale du pouvoir paternel et marital.

Depuis l'amour courtois du Moyen-Age, qui a fait de la femme une idole, un être-objet, une nouvelle forme de domination masculine, il est difficile d'oser être une femme seule dans le quotidien. Et puis la théologie du péché est encore un extraordinaire moyen d'influence. Il faut casser le système de valeur bourgeois imposé par l'intermédiaire de l'Eglise et non pas l'adapter. Nous devons nous battre pour une maternité désirée contre les ravages de l'intolérance commis au nom de la race, de la famille et de la natalité française.

CLAUDE
(groupe N. Makhno)

Communiqué

M. Giscard d'Estaing prétend rendre intact le pouvoir qu'il s'est arrogé sur nos vies. Il serait bien, alors, le premier à réaliser cette promesse. Il faut aussi reconnaître au président sortant un sens extraordinaire de l'humour : prétendre, après sept ans passés à la direction des affaires, résoudre les problèmes de la jeunesse, du chômage, de la crise, en un mot transformer la société sans en changer ni le cadre ni les mentalités est des plus démagogiques.

La bande des quatre et leurs out-siders sont tous des futurs monarques. Seul les refuser en bloc permettra aux populations de s'émanciper de l'autoritarisme et du système économique, responsables de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Fédération Anarchiste

A BOULETS NOIRS

Les petits enfants de Tondo

L'enfer existe. Sur terre. Jean-Paul II l'a rencontré, près de Manille. C'est l'immense bidonville près de Tondo, un entassement de cabanes à perte de vue, sous un soleil torride, avec des milliers d'enfants nus courant dans la fange, parmi les chiens et les cochons. Quatre-vingt dix pour cent de la population est au chômage.

Mais Sa Sainteté n'a fait que passer, très vite comme si elle avait craint de ternir sa soutane blanche. Elle n'est même pas entrée dans la nouvelle église où la foule l'attendait. Des palissades avaient été dressées pour camoufler le lugubre paysage.

Le pape a pris le temps cependant d'adresser son homélie-mélo à la population du bidonville. Pour faire l'éloge de la pauvreté et dénoncer la lutte des classes.

La veille, il a consacré beaucoup plus de temps au dictateur Marcos et il avait rappelé, selon *Le Monde*, les valeurs éternelles à respecter : « La femme au foyer, l'importance de la famille, l'indissolubilité du mariage, le droit des enfants à naître ».

Mais, toujours selon le même journal, à Tondo, « Il n'y a pas d'eau courante et les bidons apportés par la municipalité sont revendus par la suite aux particuliers. Le manque d'hygiène est la première cause du taux de mortalité élevé, dont les enfants sont surtout les victimes. On voit des cerceaux d'enfants exposés dans les maisons et veillés par les familles pendant plusieurs jours, faute d'avoir réussi à trouver les pesos nécessaires à l'enterrement... ».

Les petits enfants de Tondo ont « le droit de naître », mais surtout celui de mourir !

S.B.

Grandes politiques et petits moyens ou le PC en équation

Postulat : l'Europe occidentale, dont la France, fait partie de la sphère d'influence américaine. Conséquence : les Russes n'y toucheront pas. Preuve : Reagan et Brejnev vont se rencontrer bientôt, et ne remettront pas en cause ce postulat.

Axiome : la droite française a tellement fait de con... les que la gauche française a certaines chances de gagner aux présidentielles, et dans cette hypo-

thèse, le PS devra mettre le PC dans le coup.

Lemme : cette hypothèse est interdite. Donc il ne faut pas qu'elle se produise. Même en tirant à boulets rouges sur le PS, le PC n'arrive pas à casser l'impact de l'idée d'Union de la gauche.

Solution : casser le PC lui-même ou au moins désespérer 3 ou 4% d'électeurs inconditionnels de gauche pour permettre à Giscard de gagner les élections. C'est la raison profonde de la politique apparemment imbécile anti-immigrés, anti-droque, etc.

La gauche française est interdite d'exercice du pouvoir. CQFD. PS 1 : coquetterie : au 26^e congrès du PCUS, le PCF est présent mais pas Georges Marchais, ce qui permet de donner l'illusion de l'indépendance.

PS 2 : faut-il préciser que pour nous anarchistes, le résultat de ces savantes stratégies nous est, de toutes façons, indifférent ?

Rebelote

Judi 26 février 1981. 17 H 45. Je viens de lire dans *Le Monde* du jour un manifeste signé par soixante « personnalités » ex-PCF (et non des moins, Jean Bruhat, Kriegel-Valmiron, Jean-Pierre Vigier, etc.) qui veulent recomposer le parti communiste. D'excellentes idées sont exprimées dans ce manifeste : vocation révolutionnaire de classe, indépendance du mouvement syndical, rejet du leadership de l'URSS, débats sans censure dans le mouvement ouvrier, etc.

Je ne mets aucunement en doute la sincérité de ces militants (bien que leur aveuglement antérieur ait causé des torts considérables au mouvement révolutionnaire), mais je leur prédis qu'ils vont une fois de plus se casser les dents.

Le communisme officiel n'est pas amendable, sa liaison avec le PCUS est congénitale (voir plus haut), et il n'y a pas de synthèse possible entre liberté et autorité. Comme l'écrivait Durutti : « La révolution ne se fait pas dans la servitude, mais dans la liberté ».

Allons, camarades, encore un pas, le dernier, le bon : la Révolution a besoin de vous, d'hommes devenus libres, ayant arraché de leur esprit les épines du stalinisme.

Y.P.

A L'EST, TOUT RESTE A FAIRE

Les cigognes sont de retour au pays des tartes flambées. Nichées sur leur coin de cheminée, elle regardent passer les convois militaires. Ceux-ci n'ont plus assez de leurs camps, ils prennent possession de tous les sols, champs, routes, forêts. Ils bivouaquent en détruisant ça et là, trônant sur leurs engins de mort.

On regarde passer cette tragique mascarade comme un convoi de cirque qui parfois monte son chapiteau sur la place du village. Alors : les enfants, accourus aux clowns de gradés, suivis de près par les vieux dont les guerres ont pourtant saccagé la vie, engagés de force dans la Wehrmacht ou dans l'armée française, insoumis ici, rebelles là, pris entre deux feux de la barbarie des finances, qui au gré de ses désirs, plantait la frontière autour de son royaume...

Depuis des années, l'armée fait le trottoir des multitudes de villages alsaciens demandant aux maires d'accueillir parmi les ouailles une flopée de recrues. Alors, le jour venu, parées de tous leurs crachats étincelants, toutes les huiles saluent le drapeau au son de la fanfare municipale qui, de son tempo de galère, ponctue le sacrifice de la liberté.

Le prestige de l'uniforme, la nécessité de l'ordre hiérarchique, l'accoutumance aux parades patriotiques sont autant de garanties pour l'institution gouvernementale. Ceci entraînant cela et vice-versa.

Il est inutile de noter l'aspiration des luttes sociales par le développement d'une « participation » hypocrite des salariés aux « œuvres » de l'entreprise, articulées comme soupape de sécurité pour masquer les esclavagismes politique, économique et moral.

L'édifice étatique est un bloc indissociable, d'où la colusion de la putasserie de la grande muette et du romantisme d'une gestion de poigne.

A nous de détruire l'hypocrisie de cet « ordre », ainsi que ses fondements, afin de construire une société humaine de solidarité : l'anarchie.

Jean-Denis (liaison Bas-Rhin)

Les deux machoires d'un même piège à cons

L'ASSASSINAT par l'E.T.A.m. de l'ingénieur Ryan, celui de José Arregui par les tortionnaires de la police espagnole, l'enlèvement de trois consuls par l'E.T.A. politico-militaire, la tentative de putsch des ultra de la guardia civile et de l'armée s'inscrivent à l'évidence dans la même logique. Le terrorisme séparatiste et le terrorisme fasciste se nourrissent littéralement l'un de l'autre. Le phénomène n'a en soi rien d'original. L'E.T.A.m., l'E.T.A.p.-m., dans une moindre mesure, la Fraction Armée rouge allemande, les Brigades rouges italiennes et autres marxistes-léninistes partisans de la lutte armée ne peuvent justifier leur existence théorique et pratique que par celle d'un Etat fort conçu sur le mode de l'Etat fasciste. L'essentiel de leur stratégie consiste donc à pousser l'Etat bourgeois libéral dans les bras du fascisme. Tout est bon pour exciter la bête et la contraindre à révéler au grand jour sa véritable nature ». Face à cette tactique du harcèlement tous azimuts et de la déstabilisation



Photo AFP

à tous vents, les nostalgiques de Franco, Hitler et Mussolini réagissent naturellement au quart de tour et tentent eux aussi de pousser l'Etat bourgeois sur la voie du durcissement et de la fascisation. « Objectivement », le terrorisme de l'E.T.A. et celui des putschistes ont donc le même but. Cela peut paraître surprenant, mais c'est ainsi. En fait, l'incapacité du terrorisme, séparatiste ou non, à analyser le phénomène de l'Etat techno-bureaucratique rejoint lamentablement l'impuissance du fascisme à regarder son avenir ailleurs que dans le rétroviser de l'histoire. Aujourd'hui, l'Etat techno-bureaucratique a en effet les moyens techniques et idéologiques d'être férocement fort sans pour autant être obligé de régresser au stade du fascisme. Ce processus va se vérifier chaque jour davantage en Espagne et ailleurs.

Présentement, par-delà la partie de bras de fer entre l'E.T.A.m. et les ultras de la guardia civile et de l'armée, qui tire en réalité les marrons du feu ?, une seule réponse s'impose : le roi, le gouvernement espagnol et la république bourgeoise, c'est-à-dire le nouvel Etat espagnol. Ce dernier profite à l'évidence des circonstances présentes pour se renforcer dans l'optique d'une techno-bureaucratie consensuelle. Il faut voir les choses en face. C'est une véritable unanimité qui est en train de se cons-

tituer contre le terrorisme basque et le contre-terrorisme des nostalgiques du fascisme. Partisans de l'autonomie régionale, nationalistes modérés du PNV, socialistes, communistes, membre du centre droit et de la droite, se retrouvent unis pour défendre la « démocratie », ex-tirer le chancre de la violence séparatiste et fasciste et renforcer le pouvoir de l'Etat. De plus en plus puissant, féroce mais désormais sélectif dans la répression qu'il compte mettre en jeu, garant d'une « sécurité » menacée par l'E.T.A. et les ultras, l'Etat techno-bureaucratique espagnol, littéralement porté par un consensus politique, voire populaire, est en train de s'élever majestueusement au-dessus de la mêlée. Qu'on ne s'y trompe pas ! En Allemagne, en Italie, en France, et en Espagne, c'est un nouvel Etat qui est en train d'émerger. Le terrorisme et le fascisme en seront les premières victimes. Ensuite, viendra le tour de tous ceux qui, participant aujourd'hui au consensus, s'en écarteront demain peu ou prou. Enfin, à terme, l'ensemble

Lettre ouverte à propos d'une convocation au TPFA

La parole des insoumis a toujours été bouffée partout ! Depuis plusieurs années, les insoumis totaux en cavale ont construit des lieux de paroles pour briser le silence et développer la solidarité. Un des premiers territoires conquis sur l'arbitraire fut *Avís de Recherche*, quinzomadaire des insoumis totaux. Le pouvoir essaie avec acharnement de détruire les flots de paroles qui éclorent autour du journal. C'est en réponse à ces provocations que le GRIT, *Avís de Recherche* et les CIT ont lancé pour 81 une « campagne Paroles Insoumises ».

Inculpé d'insoumission, je suis convoqué le 19 mars à 13 heures au TPFA de Paris. De par mon expérience de lutte contre l'institution judiciaire au Comité d'action prison-justice, je connais la naïveté et l'indécence de se rendre dans une salle d'audience pour se défendre. La justice n'a jamais jugé personne ! Qu'il n'y ait pas de confusion, elle n'a pas été inventée pour ça. Ce n'est pas son rôle. Sa besogne consiste uniquement à contenir les révoltes dans les limites tolérées par le pouvoir politique. Les seuils de tolérance varient suivant les systèmes en place : le fascisme a le sien, les démocraties occidentales les leurs, les socialismes aussi. Seule ne change jamais : l'institution judiciaire. A travers les siècles, en tous lieux, elle a servi, toutes hontes buees, tous les systèmes existants ou ayant existé. Quand on est conscient de cela et qu'en plus s'y rajoute, dans le cas qui nous concerne, les « qualités spécifiques aux militaires », on ne peut plus accorder un crédit sérieux au pouvoir de libre arbitre des juges d'un TPFA Il est clair que la seule arme de manoeuvre dont ils disposent se situe quelque part dans les marécages qui séparent l'opportunisme de l'arbitraire. Cette réalité n'a rien de dramatique quand la répression, utilisée comme un boomerang, devient une arme de plus dans l'arsenal subversif ; au contraire, on ne tremble plus et l'on rit de la farce !

Ma présence au TPFA, jeudi 19 mars, n'est pas celle d'un inculpé, mais celle d'un insoumis venu ouvrir une tribune pour les insoumis totaux en clandestinité, pour les insoumis en cabane et pour les taulards en général. Il ne s'agit pas pour moi de rendre des comptes à ces gens que j'ai depuis longtemps relégués au rang d'accessories pour croque-mitaines poussièreux.

Les insoumis prennent et prendront la parole dans tous les lieux. On ne les fera pas taire, pas plus au TPFA qu'ailleurs. La vie est partout, les insoumis aussi ! Il s'agit simplement pour moi du plaisir (c'est important le plaisir) de transformer pour une journée au moins le Tribunal Permanent des Forces Armées (TPFA) en Tribune Pour les Forces Anarchistes !

Frédéric JOYEUX dit Vaïma

SIC

Alain Peyrefitte m'a dit : « Allez, quand tout cela sera fini, nous nous embrasserons sur la bouche ».

Edouard CHARRET
(à l'occasion de Législatives)

Jean-Marc RAYNAUD

UNE FAILLE DANS LE SYSTÈME COMMUNISTE

SUR LES BORDS DE LA BALTIQUE

NAISSANCE DES MKZ

GDANSK : la fine fleur du prolétariat polonais débraye durant un mois. Les travailleurs des chantiers Lénine s'enferment, écrivent leur plate-forme, obtiennent satisfaction; mais chaque jour, des milliers de travailleurs leur apportent leur soutien, organisent des grèves tournantes. Résultat : les grévistes des chantiers Lénine déchirent la plate-forme revendicative acceptée par la direction, prolongent leur mouvement pour soutenir les autres entreprises en grève : Solidarnosc est née. Les ouvriers polonais n'abandonnent pas l'étymologie aux grammairiens : ils ont fait la preuve que la Solidarité n'est pas un vain mot en Pologne.

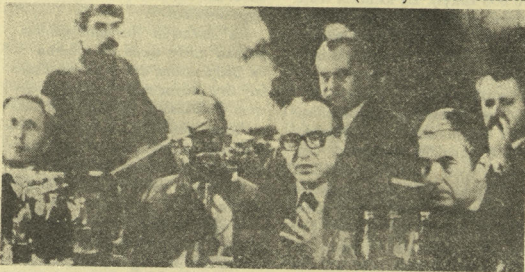
Solidarité est enfin reconnue, elle conserve les méthodes d'adhésion des syndicats officiels : la cotisation mensuelle est prélevée directement sur le salaire (taux : 10%). Des millions de personnes font la queue dans les bureaux, mais cette fois, pour que l'administration les retire des syndicats d'Etat et reverse leurs cotisations auprès de Solidarnosc. Lorsque l'on connaît la lenteur de la

machine administrative stalinienne, nous reconnaissons aimablement que ces millions de syndiqués sont incomparables à leurs homologues des social-démocrates.

Des négociations suivies en direct sur la radio des chantiers navals, des comités nationaux ouverts, aucun mandatement, aucune nomination de responsables sans qu'au préalable une assemblée de travailleurs se réunisse, discute, ratifie des décisions. L'autogestion, la démocratie directe, appelez-la comme vous l'entendez, n'est pas l'apanage de travailleurs en grève et donc assimilés à des structures éphémères, mais demeure un mode de gestion syndical réel qui fait ses preuves... mais que le syndicalisme réformiste a depuis longtemps oublié !

On crie à la récupération, à la mainmise de l'Eglise, etc. C'est possible : tout l'est — même des syndicats indépendants dans les pays de l'Est ! Ce n'est pas par bonté d'âme — n'ayant pas de B.A. à faire puisqu'athée — que Kania et son parti acceptent Solidarnosc. Les MKZ* sont une réalité que le régime

doit dorénavant affronter. En un mois de temps, une force sociale s'est installée en Pologne. Elle a su doubler les circuits officiels, mettre sur pied et dans des délais rapides une coordination directe entre les travailleurs. Le gouvernement l'a bien senti et doit compter sur une mobilisation ouvrière réelle.



La négociation. Au centre, le vice-Premier ministre Jagielski

Les ouvriers polonais sauvegardent jalousement leur organisation fédérative, même s'ils n'ont jamais entendu parler de théories autogestionnaires, voire anarchistes.

Les MKZ sont définitivement installés. Ils surmontent des problèmes matériels réels. A l'heure

actuelle, Solidarnosc assume de front des problèmes d'organisation interne : comment créer des structures verticales sans engendrer automatiquement une bureaucratie syndicale, prépare les élections professionnelles sans pour autant posséder les moyens matériels en rapport avec sa représentativité. (Les syndicats officiels

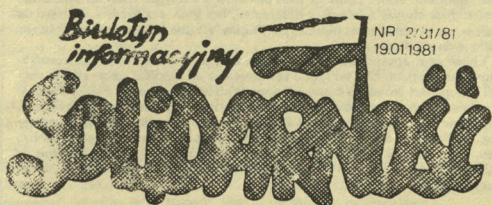
dans la vie quotidienne des entreprises. Les permanents élus en assemblée et reconductibles sont payés directement par la section qui ne veut à aucun prix accepter des subventions de l'Etat. La volonté de mettre en place des structures ouvertes où les syndiqués ont toute possibilité de contrôler leurs dirigeants, le renvoi incessant de la balle entre l'assemblée des travailleurs et les structures nationales, le refus de siéger dans les instances syndicales internationales auprès des représentants des syndicats officiels révèlent une combativité, une force organisatrice non ébréchée par le temps écoulé et surtout une volonté populaire de rayer de la vie sociale le syndicalisme à la mode stalinienne.

THYDE

*MKZ : Comités inter-entreprises de Fondation. Solidarité n'a pas encore de structures bien définies, et il n'existe pas de sections syndicales dans les entreprises pour l'instant, mais des MKZ.

Discussion avec Anna Walentynowicz

- Le nouveau Premier ministre est un général. Qu'en pensez-vous ?
- Ca a tellement changé dans le gouvernement qu'il est difficile de dire comment ce sera maintenant. Mais j'ai bonne opinion de M. Jarulezki. Mais je ne comprends pas pourquoi il était auparavant le ministre de la Défense et qu'il n'a pas rendu son poste en devenant Premier ministre. S'il est le Premier ministre et le premier général de l'armée, on doit avoir peur de lui. Mais le peuple n'a pas peur parce que c'est une grande force.
- Pourquoi y a-t-il eu récemment des grèves locales politiques ?
- Il y a eu récemment des grèves à Bielsko-Biala pour obtenir la destitution du voïvode. Ce voïvode a déjà été expulsé de la même façon de Czesochowa, et on l'a mis à Bielsko-Biala. C'est tout à fait naturel que le peuple ait dit non. On peut penser à une provocation : il était impossible de croire que mauvais à Czesochowa, il serait devenu bon à Bielsko-Biala.
- Walesa a été lâché pour faire arrêter la grève. Pourquoi ?
- Il y a eu peu d'informations entre les régions. Au sud, ils ne sont pas bien informés (Bielsko-Biala se trouve au sud). Dans l'histoire des samedis libres, les gens ne savaient pas si les samedis de janvier étaient libres ou non, s'ils devaient être payés ou non. C'est terrible le manque de mass-média. Dans Solidarité, il y a trop peu d'informations. A la télévision, Walesa ne peut pas dire aux gens ce qui se passe lors des négociations. C'est toujours le speaker qui parle et qui dit ce qu'a fait le gouvernement, ce qu'a fait Solidarité. Si Walesa disait « Il faut faire ça et ça à la télévision, je suis sûr que les gens le feraient. Lors des réunions de la Commission nationale, il y a la radio et la télévision. Mais rien ne passe, on dit seulement qu'il y a eu une réunion.
- Les paysans luttent actuellement pour obtenir leur propre syndicat. Comment les soutenez-vous ?
- Les paysans en lutte pour obtenir leur syndicat ont pris contact avec les chantiers navals de Gdansk. C'est la première fois qu'il y a un vrai contact entre ouvriers et paysans. Solidarité veut soutenir les paysans, mais pas par des grèves. Nous voulons montrer que nous pouvons faire plus encore. Les ouvriers pourront travailler un samedi libre pour les paysans, par exemple.
- Avez-vous des contacts avec les syndicats étrangers et cherchez-vous à les développer ?
- Nous avons beaucoup de contacts avec les syndicats occidentaux, d'Europe et du monde entier. Mais il y a beaucoup de travail interne à faire, ce qui est le plus important. Ces syndicats veulent nous aider et ils nous envoient du matériel d'imprimerie, etc. Nous n'avons pas reçu jusqu'ici d'aide des pays socialistes.



UN GÉNÉRAL AU GOUVERNEMENT

C'EST en pleine effervescence sociale que la télévision polonaise a annoncé un remaniement ministériel important : le général Jarulezki est à la tête du gouvernement. Un pas vers l'accalmie sociale vient d'être effectué. Jarulezki qui n'a pas voulu tirer sur les ouvriers en 70 et 76, a été désigné cet été : il est considéré comme un « Polonais » et un homme d'honneur par l'opinion publique. Il représente également une main tendue vers « les amis soviétiques » de Kania. En deux mots, Jarulezki symbolise l'assurance d'une reprise en main de la situation sociale.

La démission des voïvodes, les changements ministériels, les voyages des dirigeants à Moscou, les propos du cow-boy Reagan, les grèves régionales, les procès populaires de dirigeants du parti laissent à supposer que la stabilité sociale n'est pas encore une réalité. Le vernis d'accalmie sociale des régimes de l'Est s'écaille. Les syndicats indépendants ont définitivement tranché.

La trêve sociale est nécessaire pour la Pologne : le gouvernement colmate les brèches, Solidarnosc a besoin d'un peu de répit pour s'organiser. Tout un chacun réclame un peu de repos... mais les ouvriers ne le veulent pas au prix d'un recul

important. Ils ne désirent à aucun prix négocier sur le bien-fondé des 21 points de Gdansk et le gouvernement, quant à lui, doit s'y tenir. L'antagonisme se situe sur ce plan : le régime n'a aucune prise sur la classe ouvrière et ne peut répondre à ses revendications. Il n'aurait jamais dû signer, cet été, car il n'a pas les moyens d'assumer correctement les revendications avancées... Mais cet été, une signature, des promesses solennelles permettaient à l'Etat polonais de prendre un peu de recul pour éviter — à l'époque — un désastre économique et politique. Les contradictions sont aujourd'hui évidentes. L'Etat ne peut accepter les 21 points négociés à Gdansk, les ouvriers ne reculeront pas. Alors, c'est l'impasse, la course contre la montre est lancée : le parti doit épurer ses rangs sans toucher à la bureaucratie, le gouvernement cherche à gagner du temps au prix de l'instabilité sociale enclenchée par ses promesses non tenues, il fait face à une crise structurelle qui empire de jour en jour.

Totalement submergé, il apporte des assurances incompatibles et inconciliables à l'URSS et à la classe ouvrière.

Un pas en avant, deux pas en arrière : on veut la reconnaissance des syndicats paysans, en

échange on vous donne les samedis libres.

— On ne veut pas entendre parler des syndicats paysans, mais par contre, nous vous demandons de ne pas écouter les « forces anti-socialistes », de reculer sur les 21 points.

— Non, pas question. Dialogue de sourds au cours des négociations de février. Une classe ouvrière qui a conscience de sa force et de la nécessité de s'organiser. Un gouvernement permettait à l'Etat polonais de prendre un peu de recul pour éviter — à l'époque — un désastre économique et politique. Les contradictions sont aujourd'hui évidentes. L'Etat ne peut accepter les 21 points négociés à Gdansk, les ouvriers ne reculeront pas. Alors, c'est l'impasse politique est évidente. Chacun fait des efforts pour reculer l'échéance d'un affrontement militaire ou politique dont l'issue serait le renversement du régime. On s'engage donc résolument vers la trêve sociale. Mais chacun sait que ce cache-sexe ne sert qu'à masquer une décomposition d'un Etat à certains camarades congressistes qui, de toute façon, ne cherchent pas midi à quatorze heures. Aucune force — si elle n'est militaire — ne peut interrompre une révolution en marche. Et c'est en effet d'une révolution dont il s'agit en Pologne.

THYDE

AN 01 DU SYNDICALISME INDÉPENDANT

« SOLIDARITÉ RURALE » RÉCLAME UNE PRODUCTIVITÉ A LA JAPONAISE

UN million de travailleurs-paysans réclament la libération des prix. Revendication impie et non reconvenue... par le bréviaire socialiste.

La situation agricole des pays de l'Est est une véritable catastrophe. Sans trop insister sur les divers plans quinquennaux impissant à une population paysanne une productivité incompatible avec son mode de vie, les kolchozes sont des échecs que le stalinisme n'admet pas. Car l'accepter c'est remettre en cause le fondement même du régime. Alors, on triche, les productions grossissent dans les statistiques. La réalité est tout autre : ce sont les petites unités qui sont les plus productives. La petite propriété (un hectare) alimente les marchés des villes. L'ouvrier cultivant son jardin à la fin de sa journée représente le profil-type du paysan polonais*. Cette situation rappelle les conditions de vie des ouvriers-paysans ayant fait la Révolution d'octobre et explique pratiquement à elle seule la solidarité entre la classe ouvrière et paysanne.

Les statuts de Solidarité enregistrés, les organisations paysannes n'ont eu de cesse de voir également reconnue une organisation similaire pour leur secteur. La situation des travailleurs-paysans reflète une économie marxiste incapable de considérer la propriété individuelle — ou ce qu'elle tient pour telle — comme une unité productive et acceptable par le « socialisme ». Il est quasiment inutile de rappeler que dans l'ensemble des pays de l'Est, cette théorie léniniste est dépassée : ce sont les petites propriétés qui nourrissent les popu-

lations et non les grandes surfaces agraires.

La condition paysanne a peu évolué depuis le début du siècle : bien que producteurs de lait, beurre et viande, les paysans n'en voient pas la couleur. L'ouvrier agricole gagne 4 000 zlotys par mois pour un moyen de dix heures de travail journalier (un ouvrier gagne de 6 000 à 10 000 zlotys). La location d'un tracteur pour les labours revient à 1 200 zlotys au taux horaire. L'achat d'une moissonneuse-batteuse est aux alentours de neuf cent mille zlotys. La viande produite est réservée à l'exportation, le lait introuvable ou totalement écrémé dans les magasins. Les paysans n'ont aucune possibilité de négocier les prix agricoles et ne vendent leur production qu'à un acheteur : l'Etat. Les Zebrenia, coopératives paysannes, peuvent simplement proposer des prix mais ne détiennent aucune possibilité légale pour intervenir sur le marché.

La naissance de Solidarité rurale n'enclenche pas qu'un nouveau syndicalisme paysan, mais également peut créer un nouveau circuit de distribution. La solidarité paysan-travailleur est trop importante pour que dans une situation d'impasse la population n'organise pas de nouveaux marchés d'échanges. Pour preuve de ce danger de Solidarité, les propositions des MKZ lors du dernier Comité national : « Nous sommes prêts à lâcher un samedi libre si Solidarité rurale est reconnue ». Il ne s'agit pas d'une avance bénigne car le samedi libre représente une des revendications ouvrières de fond : le fait de son abandon partiel par les

travailleurs nous montre les liens étroits qui les rattachent à la classe paysanne et une volonté générale de maintenir une unité de toute la population. Pour illustrer notre propos, ajoutons que Solidarité de Bielsko-Biala a ressenti la grève des étudiants non comme la montée de nouvelles revendications corporatives, mais comme une avancée dans un secteur différent du même mouvement oppositionnel.

La situation du mouvement paysan entre dans ce schéma : les propositions des ouvriers d'offrir des journées de travail pour que Solidarité rurale vive et ait toute possibilité d'imposer de nouveaux prix agricoles révèlent une solidarité de classe que nous ne connaissons plus depuis longtemps.

D'ailleurs, pour que le gouvernement accepte une certaine libération des prix agricoles, Solidarité propose un mode productif à la japonaise. Le régime admet la petite propriété et l'utilise. La rentabiliser sur un modèle japonais semble au premier abord alléatoire. La monoculture du riz sur une petite surface est possible, mais cela l'est-il pour les betteraves ? Les paysans ont de nombreux problèmes à résoudre, l'important est qu'ils restent maîtres de leur destin.

THYDE

* Il y a en Pologne un très large secteur de l'agriculture qui est privé. Les propriétés sont très petites généralement et il existe une catégorie assez importante de paysans qui ont aussi un emploi d'ouvrier car ils ne pourraient pas vivre du revenu de leurs terres seules.

LES ÉTUDIANTS

APRÈS les événements de 1976, fut créée par les étudiants une organisation d'opposition qui, comme le KOR, avait de sérieux ennemis avec la Justice et la police du régime* : à part celle-ci, il existait également l'association officielle des étudiants, inféodée au parti, et dont la seule activité « libre » était dans le secteur culturel où, à mots couverts ou sous forme de chansons, on parlait politique. On peut rappeler à ce propos qu'un organisateur de festivals rock avait été également emprisonné, l'Etat jugeant que ces manifestations étaient prétextes à la subversion.

Bien sûr, depuis le mois d'août 1980, les choses ont changé. On peut pratiquement parler maintenant d'autogestion des facultés par les professeurs et les étudiants. Rappelons pour mémoire (nous en avons déjà parlé dans un précédent ML) les revendications déjà acquises : programmes votés par les étudiants, les professeurs, l'administration; recteurs nommés par

ces trois mêmes catégories et non plus par l'Etat; suppression des cours de marxisme obligatoire; autorisation de choisir l'apprentissage d'une langue étrangère de son choix, et non plus la russe obligatoire.

Si les étudiants ont obtenu satisfaction sur tous ces points, c'est avant tout parce que, derrière eux, il y avait l'appui de la masse des travailleurs. Et ceci, contrairement à ce qui se passe dans nos pays de l'Ouest, où chaque syndicat défend son bout de gras, dans un souci corporatiste, en ayant bien oublié les théories de Pelloutier sur la grève générale.

Les Polonais, sans en connaître le premier mot ni la théorie, ont réinventé cela. Même si chaque composante du mouvement syndical (paysans, ouvriers, étudiants) a ses revendications propres, il n'en demeure pas moins qu'elles ont toutes une base commune : elles attaquent le régime sur des points cruciaux et sur lesquels il a basé son assise : censure, morale

marxiste, rôle du parti et privilèges qui en découlent pour ses apparatchiks, lutte de classes niée, interdiction du droit de grève. Cela peut expliquer que les téléx ont fonctionné aussi dans le sens ouvriers-paysans. Les premiers leur ont simplement proposé la grève générale, pour les aider, de la même façon que les ouvriers proposaient de travailler le samedi si cela pouvait faire incliner le gouvernement vers la reconnaissance de Solidarité-paysans.

Devant cette tactique d'entraide et de réalisation effective de la grève générale telle qu'elle était pratiquée par la CGT du début du siècle, et telle que nous la préconisons, nous ne pouvons que reconnaître dans les travailleurs polonais nos frères de classe et les soutenir activement de toutes les manières possibles.

COLETTE

*Les SKS, Comités Etudiants de Solidarité, présents dans les principales villes universitaires polonaises.

Interview d'un membre de Solidarnosc à Gdansk

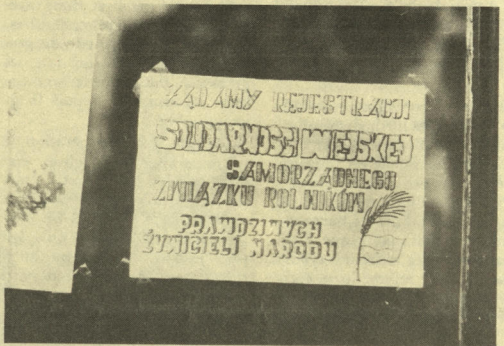
— Peux-tu nous parler des grèves locales politiques que les dirigeants nationaux de Solidarité essaient d'empêcher ?

— Les grèves locales pour demander le départ des dirigeants locaux de l'administration ou du parti sont appelées politiques par le gouvernement. Mais en fait, elles ne sont pas politiques puisqu'elles visent seulement à faire partir les personnes qui ont abusé de leurs positions et de leurs responsabilités pour eux, qui profitaient de leurs fonctions pour eux-mêmes, ou alors des gens qui ont participé à la répression après les événements de 1970-1971 ou de 1976. Mais à cause de leurs fonctions, c'est vrai qu'il y a un aspect politique.

Les dirigeants de Solidarité ne veulent pas de ces grèves. Si on commence à regarder de ce côté-là, il faudrait changer la moitié des dirigeants sinon plus. Elles n'ont pas tellement de sens et il vaut mieux que le syndicat se consacre à des revendications plus importantes comme l'accès aux mass-média. Ce qui nous intéresse surtout, c'est la réalisation des 21 points. Trois seulement sont jusqu'à présent, et un changement de personnel dirigeant est moins important. Mais il faut comprendre les grèves locales car il est difficile d'arriver à des accords avec ces dirigeants-là. Mais changer de dirigeants, du point de vue d'une justice sociale, c'est absurde.

— Comment fonctionne Solidarité au niveau des délégués ?

— Pour les délégués de base de Solidarité dans l'entreprise, ils seront payés par le syndicat et non par l'entreprise pour qu'il n'y ait pas de dépendance. Pour les délégués de la région ou au niveau national, ils seront payés soit par



Affiche pour la création de Solidarité rurale

Photo ML

les cotisations au syndicat, soit par des entreprises du syndicat qui amèneraient de l'argent, des cinémas par exemple. Mais tout cela n'est pas définitif, ce n'est qu'un projet. Mais on veut être indépendant.

Je crois que c'est bien que Solidarité soit un syndicat si important et si fort. Il rassemble dix millions de travailleurs sur 13,5 millions. Pour l'instant, c'est très bien, car cela lui donne une force énorme. Mais je ne sais pas si ça sera toujours bien dans quelques années, car cela devient encore une fois une énorme machine. On fait tout notre possible pour ne pas nous bureaucratiser. Les délégués font ce qu'ils peuvent pour qu'il y ait le moins d'étapes possibles entre la base et la Commission nationale, pour qu'il y ait la représentation la plus directe possible. Mais pour un syndicat aussi grand, c'est très difficile, surtout quand on n'a pas d'expérience.

— Peux-tu nous parler de la future presse syndicale ?

— On aura un hebdomadaire qui s'appellera Solidarité. Il sera tiré à 500 000 exemplaires. Il sera vendu dans les kiosques et il sera donc soumis à la censure. Mais cette censure sera moins stricte que celle habituelle pour les autres journaux.

— Quels sont les rapports de Solidarité avec la politique, avec les organisations politiques ?

— Solidarité a de bons rapports avec le KOR et les autres mouvements oppositionnels. De nombreux sympathisants du KOR sont dans les syndicats et eux ont une expérience énorme. Les relations sont très bonnes entre le syndicat et eux, même si certaines personnes pensent que c'est mauvais pour le syndicat vis-à-vis du gouvernement. Cependant, pour moi, le KOR n'est pas une organisation politique, mais une organisation sociale.

Solidarité est apolitique car on n'est lié à aucun parti ni à aucune tendance politique. Mais on a effectivement beaucoup à voir avec la politique parce que la structure du système communiste est telle que la politique entre dans tous les aspects de la vie.

— Le problème principal à l'heure actuelle est celui de la reconnaissance de Solidarité rurale. Pourquoi le gouvernement ne cède-t-il pas sur ce point ?

— Si les campagnes sont bien organisées, cela donnera un grand poids aux 80% de paysans individuels, puisque ce sont eux qui nourrissent le pays. Les paysans individuels pourraient fixer leurs conditions, pour les prix notamment. Le régime qui les brime et les exploite a peur de cette organisation.

— Quelle est la situation du POUP ? A-t-il vraiment beaucoup de difficultés ?

— La crise qui secoue toute la société se retrouve aussi dans le parti. La base du parti se bat aussi en quelque sorte contre la centralisation des décisions, pour plus de démocratie interne. C'est un problème dangereux pour des raisons internationales : si le parti commence à se désintégrer, alors c'est la Tchécoslovaquie.

— On parle beaucoup de l'influence de l'Eglise catholique en Pologne et du rôle qu'elle joue ou qu'elle pourrait jouer pour calmer les ouvriers. Qu'en est-il exactement ?

— Puisque presque tous les Polonais sont catholiques, le rôle de l'Eglise est assez important. Mais l'Eglise ne peut pas avoir d'influence dans les syndicats. Ce sont deux choses totalement différentes. Les gens eux-mêmes, la base du syndicat, ne permettraient jamais que l'Eglise ait une influence directe sur la politique du syndicat.

L'Eglise peut appeler au calme, mais ce n'est pas être contre les revendications des ouvriers. Elle est tout à fait favorable au syndicat, mais elle ne voudrait pas que les émotions dominent dans la situation actuelle, d'où ses appels au calme. Pour des raisons historiques, les Polonais sont très catholiques. Mais ils ne sont pas puritains. Si l'Eglise en tant qu'institution est conservatrice, les Polonais ont plutôt tendance à arranger les dogmes à leur manière. Ainsi, chez nous, il y a énormément d'avortements, malgré l'interdiction de l'Eglise. Pour les gens, ce n'est pas l'institution elle-même qui est importante, mais la religion.

AN 01 DU SYNDICALISME INDÉPENDANT

LA TRÊVE SOCIALE

UNE NÉCESSITÉ POUR SE STRUCTURER

Le gouvernement a donc proposé au syndicat Solidarnosc une trêve de trois mois. Celle-ci a été acceptée par Solidarité. Pour comprendre cette acceptation, il faut savoir que le syndicat polonais est tout récent, et n'a pas eu le temps de se structurer. Aux chantiers navals Lénine de Gdansk, les responsables syndi-

« conseillers techniques » apparaissent souvent, soit aux milieux catholiques, soit au parti communiste, soit au KOR. Ce groupe, puscule clandestin, existant depuis quelques années en Pologne, a eu le mérite de maintenir en permanence, et malgré les difficultés que l'on imagine (emprisonnement, courrier détruit, etc.) une opposition poli-

Sans commentaire ! A ce propos, on peut noter que si les « conseillers techniques » donnent des conseils, comme leur nom l'indique, ils n'ont qu'un rôle consultatif et ne vont pas négocier à la place des ouvriers ou des paysans qui tiennent à exprimer eux-mêmes leurs revendications.

Solidarnosc, au niveau national, tente donc de se structurer de façon efficace, afin de donner toute sa mesure. Bien plus qu'un statut de syndicat réformiste tel que nous les connaissons en Occident, il s'agit bel et bien ici de l'organisation d'une force qui s'est levée spontanément contre le régime, et qui ne cédera pas sur un seul point des revendications qu'elle s'est jurée d'obtenir. Il n'est question pour personne, ici, de se doter d'un parti ou d'une quelconque avant-garde. (En Pologne, on connaît, merci, on veut en sortir).



Deux sidérurgistes de Huta Warszawa

Photo ML

caux passent leur temps à recevoir des délégations de travailleurs venus de tout le pays, à les conseiller, sans avoir le temps d'organiser leur propre section.

Solidarnosc prépare en ce moment les élections professionnelles (celles des délégués du personnel) de chaque entreprise, dans tout le pays. Pour cela, pour mettre en place définitivement les structures du syndicat, il faut du temps.

A Varsovie, dans les locaux de Solidarité, on nous a parlé du projet de sortir un hebdomadaire tiré à 500 000 exemplaires (pour dix millions de syndiqués, c'est peu !). Mais que faire lorsque l'ancien rédacteur en chef de la revue *Wież* (revue catholique) accepte bien de devenir rédacteur en chef de votre futur hebdomadaire, mais que les autorités refusent de laisser partir et dont elles n'acceptent pas la démission ? Que faire lorsque le gouvernement accepte le principe de votre journal, mais ne vous vendra pas de papier en quantité suffisante ?

Face à cette impossibilité, de par la censure, d'échanger des informations et donc de pouvoir réagir rapidement à toute éventualité, les sections d'entreprises communiquent désormais par télex, détournés de leur fonction patronale (voir ML N° 390). A tel point que le pouvoir diffuse aujourd'hui des contre-télex, expédiés de l'étranger, en vue de semer la pagaille dans les rapports entre syndicats locaux.

Solidarnosc éprouve donc la nécessité impérieuse de se structurer à tous les niveaux, de se doter de moyens d'information spécifiques, de former ses militants. On peut rappeler ici, au passage, le rôle que jouent les

revendications du KOR sont maintenant dépassées et noyées par la masse de celles de l'ensemble du peuple polonais qui, telles un raz-de-marée, ont balayé les incertitudes de l'intellectuel. Un exemple : au Comité national du jeudi 12 février, nous avons entendu ceci :

— Membre du KOR : « Nous devons demander la libération des prisonniers politiques du KOR ».

— Solidarnosc : « nous exigeons la libération de tous les prisonniers politiques ».



Skawomir Mrozek

« Demain je commencerai une nouvelle et grande vie ».

— Membre du KOR : « Nous devons demander la libération des prisonniers politiques du KOR ».

— Solidarnosc : « nous exigeons la libération de tous les prisonniers politiques ».

tement leurs revendications, un point, c'est tout.

En outre, les sections de chaque entreprise réalisent ou désirent réaliser leur propre journal, de façon à conserver leur autonomie par rapport à Solidarnosc national. Là encore, on se heurte à cette crainte de la bureaucratie que l'on retrouve partout et qui est un des éléments essentiels dans l'organisation du syndicat.

L'ÉGLISE EN POLOGNE

De la tradition à la récupération

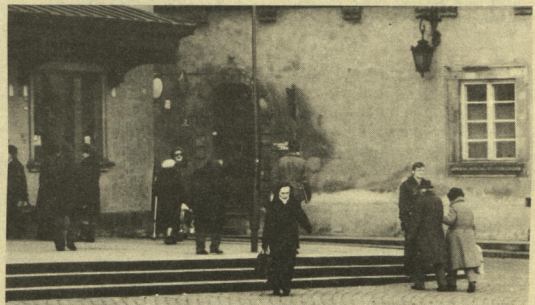
La Pologne est un pays qui, dans l'histoire, a beaucoup souffert d'invasions militaires successives, dont celles, en particulier, de la Prusse et de la Russie. Ce fait peut nous aider à comprendre l'importance de l'idée de nation polonaise dans l'esprit des gens. Nul besoin de dire qu'il est plutôt mal vu d'être Russe ou Allemand en Pologne. A tel point que l'un de nos compatriotes, pourtant très critique d'un point de vue politique, j'ai nommé Napoléon, est vénéré là-bas, pour la simple raison qu'il a mené la campagne de Russie, et aurait « libéré » la Pologne.

Dans ce contexte, l'Église a joué un rôle important. Durant des siècles, elle a été un facteur d'unité nationale, un endroit où l'on pouvait parler, et l'on sait

L'influence de l'Église, on la retrouve aussi au niveau du langage employé par les militants : « Nous nous battons pour notre dignité humaine », « nous voulons des ministres et des hommes du parti intègres », ou bien « francs ».

Ici, un concept tel que celui de lutte de classes, par exemple, est peu théorisé. On lui préfère celui de fraternité ouvrière. Ce langage n'est pas sans rappeler celui des précurseurs du socialisme autoritaire ou libertaire du siècle dernier. De Bakounine à Kropotkine, en passant par Louise Michel, de Marx à Jaurès, on retrouve, de-ci, de-là, ces accents humanitaires aux relents évangéliques.

Dans la mesure où le mouvement des travailleurs polonais



Vue d'une bonne saur à Varsovie

Photo ML

que depuis quarante ans, les choses ne se sont guère arrangées dans ce pays au niveau de la liberté d'expression.

Néanmoins, et plusieurs interviews de responsables de Solidarnosc nous l'ont confirmé, il n'est pas question ici de mélanger syndicalisme et catholicisme. « Être chrétien est une chose, être syndicaliste en est une autre ».

A Gdansk, si l'on reproche à Walesa de trouver le temps d'aller à la messe alors qu'il a beaucoup de travail à faire par ailleurs, on considère que celui-ci prend, de la hiérarchie catholique, les conseils qui l'arrangent, un point c'est tout. De toute manière, la base du syndicat ne permettrait pas à une institution étrangère à son appareil, fut-elle l'Église, de s'immiscer dans ses affaires intérieures.

Cette habitude chez les responsables syndicaux de préférer, dans l'Église, les conseils qui les arrangent, nous l'avons retrouvée dans les attitudes courantes de la population : lorsque les dogmes catholiques sont trop conservateurs, on passe outre. Ainsi, les femmes polonaises se font avorter dans les hôpitaux, alors qu'en Pologne aussi, cela est interdit par l'Église. (Notons au passage que si la pilule est autorisée en Pologne, on n'en trouve pas à la vente, ou alors si mal dosée qu'elle vous fait tomber malade).

n'a que peu ou pas d'histoire, il est un peu normal que l'on retrouve ici la même démarche que celle suivie par nos prédécesseurs. En outre, ce souci d'avoir des interlocuteurs francs dénote chez les Polonais d'un ras-le-bol du climat qui règne dans le pays depuis quarante ans, climat de marché noir, de mensonges, de censure officielle et d'auto-censure à tous les niveaux. Citons ici la remarque faite par un ouvrier sidérurgiste de Huta-Warszawa : « Nous préférons un Premier ministre qui nous dise : je vous envoie les chars, plutôt que d'avoir en face de nous une girouette qui ne tient pas ses promesses ».

Enfin, on ne peut blâmer Solidarnosc de chercher à établir des contacts internationaux, fut-ce avec le pape, pour faire contre-poids au danger soviétique, sans compter que pour l'instant, la solidarité ouvrière internationale a peu joué, même si la presse occidentale parle beaucoup du « cas » polonais.

COLETTE

QUELLES PERSPECTIVES ?

LA DÉCOMPOSITION DU PARTI COMMUNISTE POLONAIS

La grève générale de Bielsko-Biala a montré à la face du monde le total désarroi du POU* face à une opposition ouvrière massive. Solidarnosc représente la lutte directe contre l'Etat et ses organes, l'administration et le parti. Les populations accusent les dirigeants d'être directement responsables de la récession économique de certaines régions. A travers ces accusations de mauvaise gestion, de vols, de falsification, c'est l'ensemble des structures du parti qui sont touchées.

En effet, à Bielsko-Biala, les militants du POU ont appuyé la population. Ils ont procédé à une épuration parmi leurs dirigeants, élu de nouveaux responsables. Les structures du parti se sont peu à peu désagrégées et ont été écartées par la base. Le nouveau responsable n'a pas été exclu, mais n'avait pas non plus reçu sa carte d'adhésion... du moins durant le mois de février. Bielsko-Biala n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Le plénum du POU est passé en direct à la télévision. Son assemblée préparatoire fut houleuse et

la censure n'a pu empêcher que tout le monde le sache.

La crise que traverse le POU est grave car le régime socialiste ne peut l'admettre ! Le parti, c'est le régime. Ce sont les pays de l'Est touchés à leur talon d'Achille. Une autogestion à la Yougoslave, un syndicalisme à la polonaise semblent acceptables, mais un « Etat ouvrier sans parti communiste », c'est... la Tchécoslovaquie.

Une réforme sociale, si les partenaires sont patients, montre au monde « capitaliste » la bonne volonté de Moscou. Un parti communiste qui se voit accusé publiquement d'engendrer des exploités, des accapareurs sans que le régime socialiste réagisse, ressemble à une utopie en couleur ou peut être considéré comme tel ! Le gouvernement est dans l'incapacité de résoudre l'ensemble des courants contradictoires qui traversent son économie par la création d'un syndicat indépendant — et son domaine politique — par une remise en cause populaire de son rôle dirigeant et d'une montée oppositionnelle interne.

Il ne s'agit pas d'une remise en cause publique du rôle dirigeant du parti, mais d'accusations personnalisées. Bien que Solidarnosc ne désire pas s'attaquer directement au parti, accusé des préfaits d'exploiteurs ou d'accapareurs c'est ramener dans l'actualité sociale des accusations spécifiquement politiques. Solidarnosc ne veut pas s'attaquer, à un niveau national, au POU, mais n'a pas les moyens d'empêcher la population de s'opposer directement aux dirigeants et de tout mettre en œuvre pour avancer ses revendications. S'attaquer frontalement au POU risque d'enclencher un durcissement des positions du gouvernement et de ses amis. Juger publiquement les dirigeants comme de vulgaires voleurs amène logiquement la population à dénigrer le POU et son rôle.

La décomposition du POU représente une crise grave du régime, et tout un chacun se tourne vers Moscou. Mais déjà en août, nous comptons les jours avant l'entrée des chars en Pologne. Il est certain que le développement des syndicats indépendants et celui de la crise du POU ne sont pas à mettre sur le même plan, mais tous deux touchent profondément le régime et le mettent en danger. Ces deux phénomènes actuellement mis en parallèle par leur actualité minent la clé de voûte de la cathédrale stalinienne : l'existence de luttes de classes et la remise en cause du rôle dirigeant du parti. Le régime polonais, peut, avec un soutien économique international — affronter l'une ou l'autre des facettes du problème, mais faire face à une tornade, c'est engager une guerre sociale et économique que d'aucuns nomment : la révolution.

La position de Solidarnosc, confrontée à ces diverses données politiques et sociales, demeure néanmoins contradictoire. Dans ses prises de position publiques, elle reconnaît le bien-fondé du rôle dirigeant du POU, retient ses troupes dans leurs attaques contre les préfaits et toute personne directement responsable de la répression ou de la récession économique, mais n'a pas les capacités de retenir un peuple entier profondément opposé au parti.

Le syndicalisme affronte le capitalisme sur tous les fronts, mais le dire publiquement, à la face des pays de l'Est, revient à recevoir immédiatement les

foudres soviétiques. Alors on biaise, on se rassure mutuellement en se répitant le bréviaire en vigueur. La situation polonaise est baignée par ces contradictions dues à une hypocrisie voulue par le capitalisme d'Etat. Ni le gouvernement, ni Solidarnosc ne veulent emprunter une pente trop glissante. La base, le ras-le-bol général, une opposition qui de clandestine passe au rouleau compresseur les amènent pourtant sur ce terrain. A terme, sous n'importe quelle dictature, la création d'un vaste mouvement de masse organisé, qui avance des revendications fondamentales, met le feu aux poudres. Cette situation inextricable amène les revendications ouvrières dans un contexte révolutionnaire qui ne peut être accepté par les tenants du pouvoir. La classe ouvrière polonaise a enclenché un processus renforcé par la décomposition du POU que nul aujourd'hui ne peut stopper.

C'est à l'affrontement direct que mèneront les combats ouvriers et internes du parti. La classe ouvrière polonaise en est consciente; elle est prête à négocier sur les conditions de travail (salaires et horaires), mais n'engagera aucune concession sur les revendications de fond. Ce sont elles que le gouvernement n'acceptera pas. Ce sont elles qui ont mis la Pologne dans une période révolutionnaire. Suivre attentivement

ment les luttes intestines du parti qui désintègrent petit à petit le socialisme d'Etat, la machine autoritaire, examiner les capacités du pouvoir à répondre honnêtement aux revendications, revient à observer les glissements de terrain qui font peu à peu se rapprocher puis se fusionner, les revendications corporatistes et les oppositions politiques. Cette conscience générale de tout un peuple prêt à engager un combat plus serré, est palpable dans ses attitudes quotidiennes. La façon dont les travailleurs commentent l'actualité sociale, leur confrontation avec des promesses non tenues, est éminemment révélatrice de la montée révolutionnaire. Cette conscience d'engager une lutte difficile qui n'accepte aucune concession sérieuse n'est pas l'appanage de quelques dirigeants, mais celui de plusieurs millions de travailleurs. Et nous comprenons qu'ils soient également attentifs aux vagues d'épurations dans le parti, car s'ils ne se sentent pas concernés par la destruction à terme du parti, leur sort dépend de celle-ci.

THYDE

* POU : Parti Ouvrier Unifié Polonais. C'est le parti communiste de la base. Notons au passage qu'il existe deux autres partis politiques en Pologne, inférieurs et totalement infodés au POU. Ils sont là « pour faire bien ».

Discussion avec des travailleurs de Huta Warszawa (une aciérie)

- Combien y a-t-il d'ouvriers dans votre entreprise ?
- Environ dix mille.
- Et combien y a-t-il de syndiqués à Solidarité ?
- Quatre-vingt-douze pour cent des employés sont à Solidarité. Il y en a moins de 10% aux anciens syndicats.
- Quels sont les principaux problèmes que rencontre la section ?
- Nous n'avons pas de machines pour faire nos journaux : il manque des duplicateurs, de l'encre, du matériel d'impression. Nous avons l'autorisation d'éditer des journaux, nous avons du papier, mais nous n'avons pas de machines.
- Quels sont vos rapports avec la direction ?
- Il n'y a pas de problèmes avec le directeur. Dans quelques jours, il y aura une réunion avec la direction pour voir les problèmes ensemble, pour dire comment on voit la coopération entre la direction et Solidarité. Avant cette réunion, nous avons réuni un petit groupe et après un grand groupe pour décider de ce que nous allons dire et proposer.
- Est-ce que les travailleurs adhérant à Solidarité ne sont rassemblés qu'à un niveau territorial, par régions, ou bien est-ce qu'à l'intérieur de cette structure on les rattache par genre de métier, par fédération d'industrie ?
- Les ouvriers et les employés d'ici sont dans Solidarité qui groupe les gens qui travaillent dans la sidérurgie. Dans les autres grandes entreprises métallurgiques, par exemple à l'usine de voitures de Zeran, à Ursus, il y a aussi des groupes qui communiquent avec nous. Mais chez nous, le fonctionnement principal se fait par régions et non par branches d'industrie. Cependant, toutes les entreprises sidérurgiques de Pologne ont maintenant des sections de Solidarité et on discute des problèmes communs qu'il y a à Katowice, à Varsovie, à Czestochowa, etc.
- Est-ce qu'il y a des permanents de Solidarité dans l'entreprise ?
- Il y a quelques personnes qui s'occupent du syndicat et qui sont payées par l'argent du syndicat. Il y en a cinq.
- Est-ce que vous avez des rapports avec les paysans ?
- Il y a beaucoup d'ouvriers qui habitent dans la campagne proche qui travaillent ici dans la sidérurgie et qui cultivent aussi leur terre. Ce sont surtout les paysans qui travaillent dans les coopératives agricoles qui ont besoin du syndicat. Tous les autres, ceux qui travaillent leur terre eux-mêmes, feront ce qu'ils veulent.
- Sur les 21 points acceptés par les autorités à Gdansk, seuls trois sont réalisés effectivement. Qu'en pensez-vous ?
- Il y a beaucoup de points qui sont très difficiles à réaliser maintenant. Les trois points réalisés sont le droit d'avoir des syndicats libres, le problème des samedis libres et le droit de grève. Nous pensons qu'il faudra beaucoup de temps pour que le gouvernement réalise les autres points.
- Est-ce que vous avez peur d'une intervention soviétique ?
- (La traductrice) : Moi, j'ai peur d'une intervention soviétique, mais c'est parce que j'ai un de mes fils qui fait son service militaire. (Les ouvriers) Nous avons peur des Soviétiques parce que ce sont nos frères et pas nos amis : on choisit ses amis, pas sa famille.

Le 27 novembre 1980, Zygmunt Szeliga, journaliste à *Polityka*, est passé à Zielona Gora. Lors d'une rencontre, il effectua une comparaison entre 1939 et 1979 pour le réseau de l'administration centrale de l'Etat :

| | 1939 | 1979 |
|--------------------------------------|---------|---------|
| Population (en millions d'habitants) | 35 | 35 |
| Superficie (en Km ²) | 388 000 | 312 000 |
| Premier Ministre | 1 | 1 |
| Vice-Premier Ministre | 1 | 11 |
| Ministres | 11 | 87 |
| Vice-Ministres | 12 | 238 |
| Directeurs de département | 44 | 700 |

Nous sommes donc les premiers au monde pour le nombre de ministres par habitant.

Extrait du « Bulletin d'Information » de Solidarité de la région de Czestochowa.

CONCLUSION

P OLOGNE : Après plus de sept mois d'agitation sociale, syndicat et gouvernement ont donc conclu un pacte de trêve.

Solidarnosc avait besoin de celui-ci pour se doter d'une structure définitive, qu'elle n'avait pas eu le temps de se forger durant les moments de lutte. Cela est d'autant plus difficile à réaliser que les travailleurs refusent toute bureaucratie et tout ce qui, dans l'appareil, pourrait se prêter à l'empêchement de la bonne marche des négociations, par exemple en les freinant. Pour effectuer cela, la population ne possède aucun exemple à suivre, ni dans les pays de l'Est, ni dans les autres. Elle a dû inventer avec les moyens du bord, faire des erreurs; même si nous, anarchistes, pouvons reconnaître dans leur forme de syndicalisme une reprise des théories anarcho-syndicalistes du début du siècle, même si, par beaucoup de traits, cela ressemble à ce que nous préconisons.

La constitution d'un syndicat de dix millions de travailleurs, (en fait l'ensemble de la population, si l'on excepte les douaniers, la police, l'armée et l'appareil d'Etat), est une première brèche dans un système où le capitalisme d'Etat est en vigueur, où la lutte de classes n'est pas censée exister, et où toutes les autres tentatives de ce genre ont été vouées à l'échec et réprimées dans le sang. Mais ici, la différence porte sur le nombre. En Hongrie et en Tchécoslovaquie, les mouvements étaient insurrectionnels, sporadiques et ne touchaient pas l'ensemble de la population. En Pologne, Solidarnosc est en fait assez forte pour, si elle le voulait, prendre en main à elle seule la marche de

l'économie du pays, assurer la distribution des denrées et la production globale. Ce qui la retient est, d'une part, le fait que pour l'instant les responsables nationaux ne nient pas, officiellement, la nécessité d'un Etat autoritaire « socialiste », ni celle du parti communiste. D'autre part, dans la tête des gens, il y a toujours des images de chars qui déferlent... Pour l'instant, c'est donc le statu quo. Mais derrière cette apparente tranquillité, il y a la volonté, chez l'ensemble des travailleurs, de ne pas céder d'un pouce sur ce qu'ils exigent du pouvoir. Cette certitude est, à elle seule, révolutionnaire.

Ce qui a frappé les observateurs occidentaux, c'est le fait que Walesa ait rendu visite au pape, au Vatican. Cela se comprend mieux lorsque l'on voit l'état d'isolement du syndicat Solidarnosc au niveau international. Il n'a point de contacts avec les travailleurs des pays de l'Est (et pour cause !) et en a peu avec ceux des pays de l'Ouest.

Ainsi, les sidérurgistes de Huta Warszawa n'avaient vu jusqu'en février que les représentants de deux syndicats : la SAC suédoise de tendance anarcho-syndicaliste et un syndicat japonais.

En mars, néanmoins, Walesa doit rencontrer Edmond Maire à Paris. C'est, pour l'instant, la seule centrale que le dirigeant ira visiter. Le problème est que, probablement, la rencontre se situera au niveau des états-majors et que le dirigeant de Solidarnosc n'aura sûrement guère le loisir de voir des militants de base comme, pour tant, on nous a dit le souhaiter à Gdansk.

De fait, le problème des rapports des syndicats de l'Ouest avec Solidarnosc est complexe. Les bureaucraties des centrales affiliées au PC (CGT, FEN) ne veulent pas entendre parler de cette expérience d'un mouvement refusant la bureaucratie et se cramponnant farouchement à leurs positions privilégiées et à leurs revendications tristes.

A FO et à la CFTD, l'accueil est plus favorable, même parmi les responsables. Néanmoins, le cas polonais suscite à la base et dans tous les syndicats, un intérêt non dénué d'envie. Partout, des collectes ont été réalisées et des luttes se mènent actuellement au sein des appareils, luttes dont l'enjeu est le soutien de Solidarnosc et la remise en cause des régimes de l'Est.

Sans ignorer donc certains faits (poids de l'Eglise, recherche de soutiens internationaux) qui, effectivement, peuvent conduire à émettre certaines réserves concernant Solidarnosc, mais si nous ne savons pas ce que va devenir à long terme cette expérience, si elle sera récupérée, etc., nous pensons que, globalement, le bilan est positif, comme dirait l'autre, et que nous ne pouvons ignorer une expérience qui est la première dans les pays de l'Est depuis soixante ans, une expérience qui nous prouve que l'auto-organisation des travailleurs est possible, qu'elle est viable et que nous devons nous battre pour la soutenir.

COLETTE

PARIS-BRUNE

LA CGT BRISE LA GRÈVE

LE personnel du centre de tri postal de Paris-Brune était appelé à faire grève pour une durée indéterminée par les sections syndicales CFDT et FO, à partir du 4 mars à 20 heures. L'écho rencontré par l'annonce de la grève dans la grande presse pouvait laisser penser qu'il se passait des choses importantes à Paris-Brune, centre connu depuis longtemps pour sa combativité. L'éventualité d'une grève dure s'étendant à l'ensemble des PTT n'était pas à écarter. Mais il n'en a rien été. Écoutez ce que raconte un gréviste qui a accepté de répondre à quel-

Répression à Bordeaux

VENDREDI 6 mars, les forces de l'ordre de Bordeaux ont brutalement et sans sommation chargé les manifestants antimilitaristes venus apporter leur soutien à l'un des trois déserteurs (Alain Négron) passant en procès au TPFA ce jour même et qui s'étaient fait arrêter tous les trois le 29 novembre 1980, alors qu'ils déguisaient le Zouave du Pont de l'Alma à l'effigie de la mort. Après que les juges eurent rendu leur verdict (12 mois ferme pour Alain), les antimilitaristes présents manifestèrent aussitôt leur indignation en brûlant sur place un mannequin kaki et en déroulant une banderole, réclamant la libération immédiate d'Alain.



Les flics chargèrent toutes les personnes présentes (lycéens, passants et manifestants) avec une violence sans commune mesure avec le calme de la manifestation.

Le matraquage systématique qui s'ensuivit amena trois personnes à l'hôpital. Les flics réussirent à prendre trois manifestants qui passeront en saisine directe le 19 mars.

M. Peyrefitte, le matin même à Bordeaux, lors d'une table de presse où il pouvait en toute quiétude présenter son dernier livre, devait une fois de plus se féliciter du bien-fondé de la loi dite « Sécurité et Liberté » qui restera attachée à son nom.

Un compte-rendu plus détaillé des procès des trois déserteurs M. Peyrefitte, le matin même à Bordeaux, lors d'une table de presse où il pouvait en toute quiétude présenter son dernier livre, devait se féliciter une fois de plus du bien-fondé de la loi dite « Sécurité et Liberté » qui restera attachée à son nom et que les bavardeurs du Sénat et de la députation ont acceptée.

Un compte-rendu plus détaillé des procès des trois déserteurs passera dans le prochain numéro. THIERRY

ques questions pour *Le Monde Libertaire*.

— *Qu'est-ce qui a motivé le conflit ?*

— Au centre de tri de Paris-Brune, l'administration tente d'imposer une remise en cause des positions de travail, du rythme des horaires, notamment par la suppression du travail dans la nuit de samedi à dimanche. Elle va appliquer les restrictions concernant la gestion des repos compensateurs. Elle ne donne aucune garantie sur l'avenir du centre. Elle veut supprimer des effectifs alors que les syndicats réclament 250 effectifs supplémentaires. Les conditions de travail ne cessent de se dégrader : contrôle des cadences, chasse aux temps morts, répression contre les militants syndicaux, etc.

— *Comment a débuté la lutte ?*

— A l'initiative de la CFDT qui avait contacté la CGT et FO plusieurs fois de suite pour une rencontre intersyndicale que la CGT a refusée; se sont tenues des assemblées générales où le personnel a été amené à se prononcer sur le contenu des revendications et la forme de la lutte.

Afin de résoudre les problèmes de l'unité, au lieu de marteler des appels incantatoires à l'unité, la CFDT a fait trancher les divergences par le personnel, et c'est l'unité des travailleurs qui s'est réalisée. C'est important politiquement, cette démarche. L'attitude des dirigeants de la cellule du parti communiste qui tiennent bureaucratiquement la section CGT, a été de s'enfermer dans l'isolement et le sectarisme. La CFDT et FO ont réussi à conclure un accord à la suite des décisions du personnel, et un préavis de grève illimitée a été déposé. La CGT, poursuivant sa logique, a déposé un préavis de 24 heures pour la même date, c'est-à-dire le 4 mars, à 20 heures, jetant ainsi le trouble parmi les travailleurs (1).

— *Comment cette grève a-t-elle été suivie ?*

— D'abord une participation massive du personnel dès le premier jour de la grève et un écho important de la presse écrite et audiovisuelle. Malgré le refus catégorique de la direction qui a joué le pourrissement du conflit, les bureaucrates stalinien ont préféré casser la lutte, alors qu'eux-mêmes allaient être reçus en négociation le lendemain. Négociation à froid, camarades ?...

Le mécontentement qui grandit dans les différents services des PTT donne l'espoir aux travailleurs de Paris-Brune d'une possibilité de recréer les conditions d'un mouvement encore plus fort qui entraînerait d'autres centres de tri. Il va s'agir de recomposer le rapport de forces et d'avoir les conditions pour gagner, car c'est là l'objectif.

— *Quels enseignements tirez-vous de cet échec ?*

— Dans cette lutte, une autre logique syndicale a été imposée, qui ne fait pas de l'organisation syndicale des dirigeants et des travailleurs des suiveurs, mais bien l'organisation syndicale comme outil collectif qui est l'expression des travailleurs. Cette démarche permet aux travailleurs de décider et de maîtriser leur lutte. L'action engagée à Paris-Brune aura inévitablement des répercussions sur la combativité dans les autres centres, car il n'est pas possible, surtout à la veille des élections, de faire confiance à Marchais ou Mitterrand pour la satisfaction des revendications. Car c'est bien dans les luttes,

et seulement dans les luttes, que les travailleurs sauront imposer leurs revendications.

Les travailleurs sont rentrés, décus mais déterminés à poursuivre le combat. Les éléments diviseurs et sectaires, les stalinien, se verront de plus en plus isolés et coupés de la grande masse des travailleurs. C'est à ce prix que la victoire sera arrachée.

— *Quelles sont les réactions des adhérents de la CGT ?*

— Les décisions bureaucratiques dans la CGT entraîneront une perte d'influence de la CGT, mais surtout une critique très vive des magouilles stalinien, et espérons que les travailleurs syndiqués à la CGT sauront se réapproprier leur organisation et se battre dans l'unité avec le personnel. Plus les dirigeants CGT ont été désavoués par la grande masse des travailleurs, plus ils ont continué dans leur logique suicidaire. Refusant l'exercice de la démocratie ouvrière, ils ont été plusieurs fois hués dans les assemblées générales par les travailleurs qui voulaient se battre.

Voilà donc un exemple parmi d'autres qui illustre parfaitement le double langage des dirigeants de la CGT, voulant à tout prix passer pour la seule organisation syndicale qui appelle le personnel à lutter, et se trouvant obligée, pour ne pas se dédire, de briser toutes les grèves dont elle n'est pas à l'origine. Nul doute que ce genre de politique ne peut longtemps abuser la masse des syndiqués CGT. Il n'est pas étonnant d'apprendre, de la bouche des quelques militants socialistes siégeant dans les instances de la CGT, que celle-ci a perdu des centaines de milliers de cartes ces dernières années. De 2 400 000 en 1976, elle n'en compterait plus aujourd'hui qu'un peu plus de la moitié ! Quel gâchis, quand on pense que les attaques répétées contre les acquis des travailleurs appelleront une riposte sans précédent. Ce que les camarades de Paris-Brune revendiquent actuellement, ce n'est ni plus ni moins que la défense des acquis de 1968. Le chemin parcouru depuis sous la conduite éclairée de nos stalinien zélés peut ainsi se mesurer aisément : zéro sur toute la ligne...

Continuer la lutte sur le terrain doit permettre d'arrêter ce recul permanent. Il n'est pas possible que de telles pratiques continuent à être crédibles auprès des travailleurs combattifs. Agir par une pratique syndicale différente tendant à redonner confiance aux travailleurs en les amenant à prendre en main leurs affaires, c'est-à-dire leurs luttes, peut et doit mener à couper les stalinien de leur base ouvrière. Il faudra bien en passer par là pour que l'horizon social ne soit pas constamment bouché par les mirages électoraux.

A.S.

(1) Il faut savoir que l'administration a depuis renforcé la loi restrictive du préavis de grève en ce qui concerne les grèves illimitées, en décidant que tout agent qui cesserait de faire grève à un moment donné perdrait le droit de redébrayer. Ainsi, le préavis de la CGT qui débutait à minuit le 4 mars, interdisait à tous ceux qui suivraient leur mot d'ordre de continuer la grève le lendemain, puisque le préavis illimité débutait 4 heures plus tôt. Un tel manichisme laisse rêver !

FOUS A LIER...
FOUS A DÉLIER !

HARBONNIÈRES : petit village de Santerre, réputé dans les communes alentours comme « ch' payé d' chés tous ». Drôle de réputation !

L'institut Notre-Dame, vous connaissez ? Non, Pas étonnant ! La société nous protège bien des tares qu'elle produit. Pourtant, à Harbonnières, à l'institut Notre-Dame, derrière des pelouses fleuries et les murs d'une grande bâtisse, survivent cent enfants (de 3 à 21 ans) que les psychiatres derrière leurs bureaux ont classé comme débilés « profonds ». Ces enfants se répartissent en infirmes (ceux qui sont condamnés à passer leur vie dans un lit), en monstres (la même chose, mais là, le degré d'infirmité est plus grand, chez certains d'entre eux, la tête est aussi grande que le reste du corps), et les autres (ceux qui n'ont pas de tares physiques).

Parmi ces enfants, certains s'auto-mutilent. Les cas les plus désespérés concernent ceux qui se mangent les lèvres ou d'autres parties de leur corps. Face à cela, on a trouvé une solution de choc : leur arracher les dents. Un autre essaie, à chaque fois qu'il a les mains détachées, de se crever les yeux. Hassurez-vous, puisqu'on ne connaît que la répression face à ces manifestations de ce genre, ces enfants trouvent plus ou moins rapidement une autre forme de mutilation, celle-là autorisée : la maladie (à moins qu'ils ne meurent d'en- nui, mais ne soyons pas de mauvaises langues).

Pour l'ensemble des enfants d'ailleurs, l'avenir se dessine entre deux voies : la mort (on enterre souvent à Harbonnières) ou l'asile (après 21 ans). Aucun enfant n'est jamais sorti de l'institut Notre-Dame d'une autre façon. Pour s'occuper de ces enfants, l'institut Notre-Dame dispose d'un psychiatre, d'un psychologue, d'un rééducateur en psychomotricité, de trois infirmières et de personnel en nombre insuffisant dans les services. Le médecin est celui du village. C'est lui qui se permet de refuser qu'un enfant passe au rein artificiel parce que ça ne vaut pas le coup. L'investissement financier était, selon lui, trop important pour un enfant comme « ça ». L'enfant en question est maintenant mort dans d'horribles souffrances. Le psychiatre, quant à lui, est là pour établir sa petite classification et pour prescrire les calmants. Le personnel dans les services est, nous l'avons dit, en nombre insuffisant; sa fonction est uniquement une fonction de surveillance : empêcher les conneries (carreaux cassés...). Un enfant qui arrive à l'institut et qui parle encore prend vite les habitudes des autres enfants. On le retrouve, quelques semaines après, ne s'exprimant plus que par des grognements et des cris. Le personnel n'a pas le temps de voir ce qui ne va pas.

Comme dans toutes les institutions de ce type, les relations sexuelles sont interdites; à croire que les moyens contraceptifs n'existent pas. On assiste alors découragé à des manifestations de masturbation (pas toujours dans le calme) ou d'abus de pouvoir dans les relations homosexuelles (notamment chez les garçons où les plus grands sodomisent les petits avec brutalité). Malgré tout cela, les choses ont quand même bien changé depuis que les bonnes sœurs ne régimentent plus l'institut. L'emploi de la camisole de force y est interdite, les punitions corporelles théoriquement aussi. Il faut dire quand même qu'elle a été remplacée un peu plus tard par la camisole chimique. On ne sert plus de nourriture avariée aux enfants. On n'utilise plus non plus le personnel uniquement à des tâches ménagères. Du temps des bonnes sœurs (il n'y a pas si longtemps), le personnel devait passer les parquets à la paille de fer, les cirer, les faire briller, tout cela à la main. Quand les prélats venaient rendre visite aux bonnes sœurs, c'était festin entre gens du clergé, même qu'on sortait l'argenterie. Par contre, pour ces grands jours, les enfants, eux, n'avaient pas le droit de se monter ni de faire

le moindre bruit. Vous avez dit : c'est beau la charité chrétienne. Ah bon ! On essaie aussi d'intégrer les enfants fous à la vie locale. Je parle des enfants qui peuvent se déplacer, parce que pour les infirmes, des crédits ne sont toujours pas débloqués pour l'acquisition de fauteuil roulants (leur univers est restreint à leur lit).

La fête de Noël réunit les enfants « fous sortables » et les enfants du personnel (ceux dont les parents n'ont pas peur d'une éventuelle contamination). On a aussi dans la tête une idée « portes ouvertes », mais il paraît que la population n'est pas prête. L'insertion des enfants dans la vie locale, ce sera pour plus tard. Voilà en gros de quoi il retourne. C'est dramatique, non ? D'autant plus qu'on sait maintenant qu'il est possible de faire quelque chose pour ces enfants. C'est ce que fait Deligny, dans les Cévénnes, avec des enfants autistiques; pour lui, c'est la société qui n'est pas adaptée à l'enfant « fou » et non pas l'inverse. Les adultes qui vivent au sein de la communauté doivent se mettre au niveau des enfants : éviter les mouvements brusques, éviter de parler... C'est ce qu'a fait aussi Bettelheim dans son école de Chicago. Mais pour lui, le but n'était pas le même. Il s'agissait de réinsérer les enfants dans la société capitaliste, ce en quoi il a réussi. Les enfants entrant dans son école étaient jugés incurables par les hôpitaux psychiatriques, et dans 90% des cas, il leur a été possible de s'intégrer dans la société, en y travaillant, en y ayant des relations humaines.

Voilà quand même une réponse à ceux qui pensent qu'il vaudrait mieux les tuer à la naissance. Mais que l'on garde bien à l'esprit que ces expériences, aussi convaincantes soient-elles, ne sont que des solutions de colmatage. La résolution du problème relève d'une analyse sociale. Les enfants « fous », parqués à Harbonnières, ont ceci de commun qu'ils sont tous des enfants d'alcooliques ou de milieux sociaux défavorisés.

— *Où, mais ceux qui boivent, c'est du vice, hein !*

— Que feriez-vous si on vous filait un marteau piqueur et qu'on vous disait de creuser des tranchées 8 heures par jours, 5 jours par semaine, 48 semaines par an ? L'alcool, vous n'en feriez pas votre quotidien ?

— *Bon d'accord, mais alors on ne devrait pas permettre aux alcooliques d'avoir des enfants.*

— *Qu'est-ce qu'il leur resterait, alors ?*

— *Oh, et puis de toute façon, la folie, on ne peut rien y faire. Les médecins disent que c'est génétique.*

— Elle a bon dos la génétique. On a même trouvé un gène spécifique aux criminels. La criminalité ne serait plus encouragée par les crimes légaux (guerres) et par l'étalage de richesses que les « criminels », justement, ne peuvent s'approprier. Ah, elle en a fait des progrès la médecine !

Plonger aux racines du mal, c'est-à-dire supprimer les inégalités sociales, celles qui engendrent l'analphabétisme, l'alcoolisme... supprimer l'aliénation idéologique qui sévit dans toutes les classes sociales, c'est là que se trouve la solution pour la disparition des fous « génétiques ».

Pour l'instant, ce que nous avons de mieux à faire, est de colmater la souffrance qu'engendre l'exploitation de l'homme par l'homme. Il nous faut ouvrir les portes de l'institut Notre-Dame, comme celles de toutes les institutions du même genre en France, à tout le monde. Ouvrir les maisons pour qu'enfin les enfants « fous » puissent côtoyer d'autres enfants, pour que leur souffrance ne résonne plus désespérément contre des murs... Mais ça... ça demande une révolution des mentalités. C'est apprendre à avoir un autre regard sur la folie, c'est aussi apprendre à apporter notre amour et nos soins (ce qui est différent de la pitié) à des enfants qui ne soient pas nos propres (littés). On commence ?

Groupe FA d'Amiens

LIVRES EN VENTE A PUBLICO

| | |
|---|------|
| Les Prisonniers d'opinion en URSS, Amnesty International | 45 F |
| Les Rapports 80, Amnesty International | 60 F |
| Rapport sur la peine de mort, Amnesty International | 51 F |
| Romancero anarcho, F. Constantini | 35 F |
| G. Cousté, l'enfant perdu de la révolte, Ringear et Coutant | 31 F |
| Allons z'enfants, Yves Gileau | 14 F |
| Critique de la sociobiologie, M. Sahlins | 45 F |



informations internationales



Entretien avec deux habitants de la « Communauté du Sud »

CET entretien a été traduit de la *Revue Anarchiste* italienne. L'expérience de la « Comunidad del Sur » (Communauté du Sud) commencée à Montevideo en 1955 et est arrêtée par la répression militaire uruguayenne, il y a déjà quatre ans. Contraints de quitter l'Uruguay, ceux de la communauté se sont, pour le plus grand nombre, dirigés vers le Pérou et de là, en Suède.

Carla (revue A) : Je pense qu'il serait important, avant de parler du présent, de nous dire certaines choses fondamentales de la Communauté du Sud. Ruben, toi qui est un des « fondateurs » de la communauté, comment était-elle structurée et quels ont été ses principes de fond ?

Ruben : La communauté se constituait surtout à partir de l'exigence d'un groupe de militants à réduire la distance entre l'idéologie et sa réalité personnelle. Il fallait dépasser les différences économiques et sociales par une pratique de vie dans laquelle nos idées se réaliseraient, que nous mettions en pratique l'autogestion de notre vie économique. Mais rapidement, nous nous sommes rendus compte que cela n'était pas suffisant et qu'il fallait affronter tous les autres aspects de la vie quotidienne. Il fallait créer un milieu social minimum dans lequel nos enfants pourraient vivre leurs valeurs libertaires pour lesquelles nous étions en train de nous battre, aient la possibilité de recevoir des images de la société que nous voulons construire et pas seulement du monde bourgeois, que l'on peut seulement faire à l'aide de discours.

Carla : Lorsque l'on parle de cela, plusieurs compagnons en Italie me demandent s'il n'est pas négatif de donner une image de quelque chose qui, à l'extérieur, n'existe pas ; d'une société complètement différente de la société bourgeoise, complètement différente de la réalité avec laquelle ils seront confrontés hors de la communauté.

Ruben : Je pense que l'objection est complètement erronée. Il est absolument impossible de vivre en marge de la société dominante, partout on s'oppose aux schémas de la société compétitive, capitaliste, étatique, tout est dominé et organisé en fonction de ces valeurs. L'unique chose que nous pouvons faire est de donner un minimum de repères pour que l'enfant ait la possibilité de choisir. Choisir à égalité : parler de liberté et avoir une expérience de vie n'est pas la même chose. L'expérience de l'autoritarisme, de l'oppression est le lot des adultes au même titre que les enfants qui, inévitablement, vivent dans cette société. Pour cela, il est naïf de supposer que l'on puisse créer une ambiance qui isole les enfants.

Nous avons toujours agi de façon à ce que le contact avec le monde extérieur fut toujours vivant, mais à partir d'une position critique et vécue dans la pratique et non intellectualisée. Un enfant a besoin de penser sur les bases d'éléments réels, qu'il connaît. Puis, après, il peut élaborer une théorie, mais toujours sur les bases d'une pratique. En d'autres termes, je crois que tous nous devons vivre une pratique contre le système plutôt que de penser contre lui.

Carla : Concrètement, quelle était l'organisation de la communauté ?

Ruben : La communauté a traversé différentes périodes. La plus complexe fut lorsque nous fûmes une cinquantaine de personnes, adultes et enfants. A cette époque, nous étions déjà installés dans un espace d'environ deux hectares dans la périphérie de Montevideo, où il y avait une combinaison d'un milieu urbain avec certains aspects semi-ruraux. Les habitations étaient articulées de façon assez complexe. Par exemple, les enfants et les adolescents vivaient en groupe, réalisant leur propre expérience autogestionnaire, mais reliée à tous les autres aspects de la communauté. Tous ici, nous avions les services communs, cuisine, blanchisserie, bibliothèque, crèche. Et aussi des secteurs de production, un atelier d'artisanat, un jardin et un élevage agricole.

La typographie, qui était parmi les secteurs productifs celui qui employait le plus de personnes se trouvait au con-

traire dans le centre ville. Chaque secteur productif était organisé sous la forme d'une coopérative et avait son assemblée comme organe décisionnel. Les décisions de fond, elles, relevaient de l'assemblée générale à laquelle tous participaient. Un autre aspect important était la rotation, surtout durant le processus d'intégration et d'éducation. Le principe était que tous devaient avoir une bonne connaissance des divers aspects de la vie économique, sociale, politique du groupe, de façon à ce que dans une assemblée chaque personne sache ce que signifie éduquer, produire, consommer, qu'est-ce que signifie le militantisme, en référence à son expérience, de façon aussi à ce que la participation soit réelle et non formelle, et que personne ne subisse passivement les décisions des « experts », comme cela se passe dans une structure verticale. Ceci ne veut pas dire que les gens échangeaient continuellement leur lieu de travail, le roulement se faisait jusqu'au point d'avoir une certaine connaissance, puis on se consacrait à une certaine activité, selon ses affinités.

Carla : La communauté a vécu en Uruguay environ vingt ans, de 1955 à 1975. Victime de la répression de plus en plus violente, elle fut contrainte de partir. Peux-tu raconter brièvement les étapes de cette situation ?

Ruben : La répression en Uruguay a toujours existé. Ce qui changea, ce furent les niveaux et les méthodes répressives et la capacité de résistance à la répression. D'un côté, le jeu du pouvoir entre les groupes armés et l'armée prit de plus en plus de place, et une réalisation qui tentait de modifier les bases sociales de toute l'existence semblait perdre toute signification. De l'autre, la répression directe : perquisitions, arrestations, tortures.

La dernière fois, où nous fûmes tous arrêtés, en bloc, ils nous donnèrent une sorte d'ultimatum : ou vous vous en allez, ou nous continuerons avec ces méthodes jusqu'à votre disparition. Nous décidâmes d'aller au Pérou, pensant que les conditions y seraient plus favorables, induits en erreur par la propagande de la dénommée « Révolution des forces armées péruviennes » dite autogestionnaire, libertaire, socialiste.

Silvia : Induits en erreur par la possibilité de pouvoir y développer quelque chose, mais certainement pas en pensant que ce fut une révolution.

Ruben : Oui, certainement. Le rapport entre la situation frustrante de l'Uruguay et un relatif espoir vers le Pérou nous incitèrent à partir. Au Pérou, nous nous sommes aussitôt rendus compte que le « changement » était purement idéologique et conduit en termes bureaucratiques. Le manque de connaissances du milieu social, le manque de racines culturelles, et surtout les difficultés légales firent que nous partîmes du Pérou. Je pense que cela fait aussi partie de la répression. Créer une nouvelle vie n'est pas possible avec autant de problèmes de survie et autant d'insécurité, même physique. Tout cela signifia aussi la perte de compagnons, la destruction toujours plus grande du groupe.

Enfin, nous arrivons en Suède. Seulement une partie d'entre nous, parce que d'autres compagnons, pour des raisons semblables, s'en iront dans d'autres pays. Ici, nous essayons de donner vie, en fonction de la réalité suédoise, aux mêmes idées, aussi au travers de nouvelles formes.

Carla : Quel genre de problèmes avez-vous eu lors de votre arrivée en Suède, dans un milieu culturel et social aussi différent ?

Silvia : Notre idée initiale était qu'il était plus sensé d'aller en Italie ou en Espagne à cause des similitudes culturelles et linguistiques. Mais nous n'avons pas eu l'opportunité de choisir en par-

tant d'Amérique latine. Nous avons pu venir en Suède aussi parce qu'il y avait d'autres compagnons venus avant nous qui nous aidèrent à venir ici, et nous devions nous arrêter un moment pour régulariser notre situation légale (documents, etc.). Lors de cette période, nous commençâmes à avoir une série de rapports et de liens avec des personnes et des groupes qui allaient dans la même direction que nous. Nous nous rendîmes compte que cela n'avait pas beaucoup de sens d'aller d'un pays à un autre, et que nous pouvions développer notre lutte en Suède comme ailleurs, à partir des conditions données et de celles que nous pouvions créer.

Ruben : En Suède, il y a beaucoup d'exilés latino-américains et l'on parle beaucoup du problème de maintenir sa propre culture. On suppose maintenant que nous avons été tous expulsés d'Amérique latine parce que nous nous opposions à la culture dominante, or, là-bas aussi nous étions d'une certaine façon des exilés, et nous luttons pour créer des conditions nouvelles.

C'est pour cela que je pense que le véritable problème culturel n'est pas tant celui de la langue ou des habitudes culturelles, mais celui des contenus,



d'une nouvelle forme de vie. Et c'est cela la chose importante à maintenir et à transmettre.

Silvia : En Uruguay, des membres de différentes nationalités sont passés dans la communauté, des Brésiliens, Argentins, Espagnols, Chiliens, Italiens. Aujourd'hui, dans le groupe, il y a des Suédois et des Latino-américains de différents pays.

Ruben : Le meilleur exemple de la culture uruguayenne dominante est le régime militaire qui est au pouvoir. Là-bas, nous avions une position de contre-culture, comme l'avait dans d'autres pays les compagnons de diverses nationalités qui sont ici aujourd'hui. Et ici, c'est la même chose. Les compagnons suédois avec qui nous travaillons ont une position contre-culturelle et cherchent à tout réinventer, cherchent une nouvelle forme de vie, et pour faire cela, il est nécessaire de transformer la société qui nous persécute, nous torture ou veut nous transformer en de simples consommateurs.

Carla : Quels sont les autres groupes en Suède qui agissent au niveau culturel et quels sont les rapports que vous avez avec eux ?

Silvia : En Suède, il existe un mouvement de contre-culture assez important. Selon moi, une partie non négligeable de ce mouvement est d'un niveau trop « contestataire » et peu créateur. Il reste trop en marge, même s'il est vrai que dans cette société il est difficile d'avoir une position forte et créatrice et en même temps de survivre. De toute façon, il y a aussi des gens très actifs. Les thèmes sont surtout ceux de l'anti-nucléaire, de l'énergie alternative, de l'écologie, de la production alternative, d'une alternative globale de vie. Nous travaillons avec une dizaine d'autres groupes à la création d'un centre de contre-culture dans une grande

maison au centre de Stockholm qui s'appelle Kapsylen.

Il y a deux groupes de théâtre, un de céramique, un de tissage artisanal, un d'architecture, trois de musique, un de photographie et une bibliothèque écologique qui est un centre de formation. Nous avons une machine offset avec laquelle nous imprimons affiches et autres matériels, et une revue que nous produisons avec d'autres compagnons latino-américains et qui coïncide avec la base idéologique de notre groupe. Cette revue est bimestrielle et est en espagnol, mais nous envisageons de faire une publication en suédois avec d'autres personnes.

Un des groupes de théâtre qui travaille à Kapsylen a une grande activité. Utilisant le théâtre comme un instrument de spectacle se fait dans la rue. Ils vivent en communauté, et leurs bases idéologiques ressemblent beaucoup aux nôtres. Nous avons avec eux des rapports très forts à tous les niveaux. A Skognäs, nous avons aussi des rapports avec un groupe qui fait de l'agriculture et de l'élevage. C'est un groupe important qui compte plus de quarante membres entre les adultes et les enfants.

tion ouverte et non seulement en situation de pointe.

Carla : En revenant à la situation de votre groupe ici, en Suède, quels sont vos projets pour le futur ?

Silvia : Le projet que nous sommes en train de réaliser suit fondamentalement la pratique que nous avons eu à Montevideo, dans le sens où c'est un projet de vie global. Si je devais l'exprimer en un dessin, je ferais un cercle divisé en trois secteurs : dans l'un il y aurait le travail, entendu comme base économique, dans un autre il y aurait l'idéologie, comme projection de nos idées vers l'extérieur et dans le troisième l'éducation, ce que soit dans un sens pédagogique ou considéré comme notre croissance personnelle. En ce qui concerne le travail, les projets concrets sont une maison d'éditions et une typographie, toutes les deux sous forme de coopératives, totalement autogérées et avec leur propre économie. La maison d'édition publiera des livres à contenu idéologique dans le cadre de l'anarchisme, littérature et poésie, livres pour enfants. Donc ce sera d'une part un instrument de diffusion de notre présence, de l'autre ce sera la plus grande clientèle de la typographie nous évitant ainsi, au moins dans une certaine mesure, de devoir accepter des travaux avec lesquels nous ne sommes pas d'accord.

Ruben : Il faut dire que pour nous le travail n'a pas comme unique fin la production, mais de nous donner aussi des bases économiques qui puissent nous permettre de développer tout une série d'autres aspects comme le travail avec les enfants, notre formation, la considération pour les aspects les plus personnels comme les problèmes du groupe de travail ou les difficultés inter-professionnelles. Pour nous, un projet autogestionnaire micro-social ou un projet de société alternative autogestionnaire doivent viser surtout à ce que la différence entre le travail et d'autres activités soit minimisée, que le travail soit aussi un moment créatif et non qu'il soit égal à un sacrifice comme dans le travail salarié.

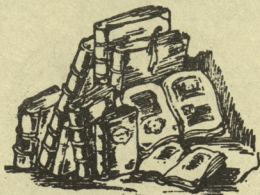
Silvia : Il me semble important de souligner cet aspect. Même à Montevideo, quand nous étions plus nombreux, le rapport entre compagnons de la coopérative typographique ne commençait pas et ne se terminait pas avec le travail, c'était un rapport beaucoup plus riche, d'échange et de croissance commune.

Ruben : Certainement. Il est nécessaire qu'il y ait un grand nombre de participants. On ne peut pas créer une alternative sociale avec un petit nombre de personnes. Nous sommes encore aujourd'hui trop peu, neuf membres du groupe plus un nombre fluctuant de participants aux différentes activités. Nous devons augmenter numériquement, cela facilite la croissance qualitative du groupe et celle aussi des rapports extérieurs, dans la perspective d'arriver, selon l'idée de Kropotkine à une communauté de nombreuses communautés. C'est de ce point de vue que l'on peut comprendre ce que nous faisons. Créer une alternative de travail, une alternative de vie, un réseau de rapports inter-communautaires, se lier aux mouvements alternatifs. Une façon complexe de créer une expérience communautaire et dans le même temps d'être un facteur de changement dans le social.

Traduction du Secrétariat
aux Relations Internationales

RECTIFICATIF

Une erreur s'est glissée dans le numéro 391 du *Monde Libertaire*, à la page 6, dans l'article intitulé « L'Espagne, toujours sous la menace du garrot ». Il fallait lire : « les généraux et officiers fascistes se sont convaincus, si besoin il est, que le système est d'une véritable MOLLESSE et non noblesse ».



Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

L'idéologie française

par Bernard-Henry Lévy Ed. Grasset

J' AI pris un peu de recul pour vous parler de *L'idéologie française* de Bernard-Henry Lévy, afin d'échapper au grenouillage que déclenche, dans les milieux littéraires, la production des nouveaux philosophes, ce qui risque de masquer le contenu de leurs œuvres !

Le propos de l'auteur consiste à analyser ce vieux fond idéologique sur lequel est construit l'esprit fasciste particulier à notre pays. Le dessein était noble ! Mais pourquoi seulement la France, et qu'est, en réalité, le fascisme ? Comme les autres nations de la saga occidentale, la France idéologique est née de bric et de broc, amalgame de tous ces sentiments contradictoires qui se sont heurtés au cours des siècles aux hasards des intérêts particuliers des peurs et des croyances. Le fascisme est la traduction contemporaine de l'esprit de domination des êtres et des groupes propre à la nature humaine, que la raison, la culture, l'idéologie essayent de refouler, mais dont il reste des traces originelles dans chacun d'entre nous, le philosophe Lévy y compris !

Lévy décèle cette permanence du fascisme doux sur lequel, à certaine période, se greffe un fascisme brutal suscité par l'événement, dans l'abandon des enseignements de la démocratie et la régression de la morale et du comportement judéo-chrétien ! Les trois premiers chapitres de son ouvrage consistent à faire l'analyse de la société française ou plutôt de ceux qu'il considère comme les maîtres à penser de cette société. Et c'est alors que les choses se gâtent et que le philosophe maltraite l'histoire de façon à étayer sa construction abstraite.

Son propos n'apporte aucune révélation capitale. C'est un résumé intéressant et discutable de l'esprit raciste qui a dévoyé les cent cinquante dernières années de notre histoire, esprit raciste né justement des luttes inexpiables qui, depuis deux mille ans, opposent farouchement les adeptes

de cette culture judéo-chrétienne fondée sur le principe ridicule et méprisable du peuple élu de Dieu, qui deviendra le principe d'autres peuples élus de n'importe qui, qui se déchireront, installant à travers le monde des nationalités dont le comportement sera fait de rapines, de crimes, de parjures justifiés par l'Ancien Testament, ce tissu d'inepties, suivi du nouveau Testament, dont la seule excuse est d'avoir été obligé de mettre ses pas dans ceux tracés par les conneries de l'autre ! Et curieusement, on voit ce philosophe des beaux quartiers combattre l'antisémitisme à partir de ce fatras autoritaire où le viol et le crime dominant, contenus dans les religions révélées qui avouent elles-mêmes s'être constituées par une série de forfaits abominables imposés par un dieu d'apocalypse, et ce ne sont pas quelques citations larmoyantes empruntées à Saint-Augustin, servant d'alibi, qui nous feront oublier à nous les athées, que la société judéo-chrétienne de cette époque considérait les juifs comme du bétail ! Et pour faire passer le courant, le tripatouillage des textes auquel se livre Lévy est étonnant !

Lorsqu'il nous parle de l'antisémitisme de la population au milieu du siècle dernier, il oublie de nous dire que celui-ci fut justement alimenté par la société de classes qui se dispute les profits de la banque et de la société industrielle alors naissante, et l'ouvrière sur les épaules de laquelle repose toute l'imposture judéo-chrétienne voient, dans le banquier qui l'exploite, un juif, uniquement parce que la presse et les Eglises chrétienne ou protestante dénoncent ce concurrent comme tel ! Et ces sociétés de classes, où les héritiers de l'idéologie judéo-chrétienne s'affrontent féroce, ne faisant l'unité que pour asservir un peu plus les pauvres, sont déjà une ébauche de la démocratie, ce champ de liberté pour ceux qui peuvent se l'offrir ! C'est ce régime que Bernard-Henry Lévy considère comme le

dernier rempart contre le fascisme mou !

Pour justifier cette thèse sur le fascisme latent dans la société française, Lévy s'appuie sur le comportement d'hommes connus, en isolant certaines de leurs attitudes de l'état de civilisation de la société. Il présentera quelques antisémites de musée Grévin, plus vrais que nature, et à partir d'eux, il se livrera à des amalgames, passant sous silence tout ce qui peut contredire son propos. Ainsi, il met en lumière, avec raison d'ailleurs, la figure de Léon Blum, mais si vous aviez l'audace de rappeler que Léon Blum fut également l'homme de l'abandon du peuple espagnol au fascisme et que sa faiblesse à lui et à quelques autres creusa le lit du fascisme hitlérien, alors vous serez catalogué comme antisémite notoire. Lévy écarte les critiques faites aux hommes en s'abritant derrière le paravent de l'antisémitisme. Mais je veux rassurer Lévy de suite, je ne ferai pas porter sur la culture juive toutes les idioties qu'il écrit.

Et c'est ainsi que, le doigt vengeur, il cloue au pilori l'intelligensia de ces cent dernières années, ce qui fait hurler de douleur et d'indignation ses légitimes descendants et frétiller un public composé d'O.S. de l'intellectualisme, séduit par son aspect de jeune fille bien sage qui dit des gros mots... Zazie dans la littérature, en quelque sorte... avec l'humour de Queneau en moins, naturellement. Ça pouvait être amusant de voir à la télévision des intellectuels fustigés qui, dans l'espoir d'échapper à la prochaine charrette que prépare le personnage, proclamaient que malgré ses erreurs, il avait du génie, si nous n'avions pas le sentiment qu'il a surtout du culot !

Quelques hirondelles ne font pas le printemps et il ne manquera pas d'ajouter à son tableau de chasse, pour faire plus de poids, les courants idéologiques qui traversent le pays, et une fois encore, la méthode Lévy fonctionne à plein temps. Isoler de

leur spiritualité certains personnages ou quelques propos, quelques idées reçues à une époque donnée et dont cependant le rejet a marqué l'évolution de la pensée, et le tour est joué. Le personnage est du métier. Je dois dire que les anarchistes comme les anarcho-syndicalistes auront leur paquet. Les anarcho-syndicalistes surtout, « dont on nous rabat les oreilles à nouveau », proteste le pitre. Ils vont à leur tour passer sous les fourches caudines du Saint-Just de la revue des Saints-Pères. Et naturellement, il discourra sur l'antisémitisme de Proudhon, qui fut celui du juif Marx et un signe d'une époque dont l'abandon est un des éléments de toutes les idéologies en marche. Mais le philosophe ne s'arrêtera pas en si bon chemin et il reprochera à Proudhon d'avoir été pillé par des gens de droite ce qui est une des servitudes des théoriciens féconds à la merci d'un Lévy quelconque déformant leurs propos. Cependant, c'est sur un autre registre qu'il va donner toute sa mesure.

On sent chez ce petit bourgeois vaniteux, nourri par une littérature qu'un écrivain de qualité n'hésitait pas à qualifier de « littérature à l'estomac », une haine tenace du mouvement ouvrier qui risque de menacer sa petite tranquillité de pédant moraliste. Pour lui, les créateurs de l'anarcho-syndicalisme sont Lagardelle et Sorel. Cette fois, le Lévy prend ses lecteurs pour des idiots : le syndicalisme révolutionnaire est né de la PREMIÈRE Internationale, avant la Commune. Lagardelle comme Sorel prendront le train en marche, c'est-à-dire dissèteront sur un phénomène de société existant et, comme Lévy soi-même, en dehors de ce monde particulier que constitue la classe ouvrière, ils se serviront du syndicalisme révolutionnaire pour nourrir leur prose. Lagardelle était justement un personnage du type caméléon, comme Lévy, dont les convictions variaient au gré des saisons. Pour Sorel, c'est autre chose. On

lui doit, parmi d'autres, quelques-unes des plus belles pages d'analyse des sentiments de révoltes. Lui aussi, on l'a pillé en le sortant de son contexte, et le Lévy s'en est donné à cœur joie.

Mais dans le texte de Lévy, il y a autre chose qui semble n'avoir encore été perçue par ses collègues, mais néanmoins amis. C'est l'effronterie qu'il emploie en se servant des noms d'écrivains connus qui sont jetés dans les pages sans aucune justification théorique ou historique autre que de soupoudrer le brochet afin de l'enrichir. Ainsi, on glane parmi d'autres le nom de Camus, dont Lévy a du mal lire *La pensée du Midi* qui est un hymne à la gloire du syndicalisme révolutionnaire ! Noms qui font de la figuration dans un texte qui en a bien besoin !

Un personnage de cette importance publie des notes en fin de volume ! Je les ai examinées attentivement. Il semble que Lévy n'ait pas lu les écrivains dont il parle et ces notes ne renvoient pas à leurs textes, mais à des commentaires faits par d'autres. Ça donne Proudhon cité par Machin, Péguy commenté par Truc. Ce que commente le « philosophe », ce ne sont pas les propos d'un auteur, mais les commentaires faits par d'autres. Pour traîner dans la boue Paul Lafargue, il a peut-être lu *Le Droit à la paresse*, mais de là à en faire une application littéraire, il y a un pas difficile à franchir pour ce qu'on appelait, au 18^e siècle, un honnête homme.

Enfant gâté de la littérature à l'esbrouffe, on pourrait penser, si on a un peu de charité, que lorsqu'il aura maîtrisé ses colères de têtes, Lévy accèdera enfin à l'âge de raison et qu'il pourra alors rejoindre les petits maîtres de la philosophie qui ont quelques succès dans les salons, dont on achète les livres parce que ça fait bien, et qui finissent dans la poussière d'un grenier.

Maurice JOYEUX



TELS QUELS... LORS DES DIFFUSIONS DE TRACTS

DES HOMMES EN MOUVEMENT

Contraception masculine, révolution sexuelle, révolution sociale

LES 6 et 7 décembre 1980 s'est tenue à Lyon la deuxième rencontre nationale de l'ARDECOM (1). Après le succès incontestable du numéro 1 de la revue (six mille exemplaires vendus), cette rencontre était attendue à plus d'un titre. Pour faire le point sur les expériences en cours dans un certain nombre de groupes (pilule pour hommes et slips chauffants), pour adapter l'association au succès remporté par le numéro 1 de la revue, pour poursuivre la réflexion sur l'ensemble des problèmes se rapportant à la contraception masculine.

Disons-le tout net, à l'issue de cette rencontre, le sentiment dominant chez la plupart des quatre-vingts personnes présentes (dont une dizaine de femmes) était du genre mitigé. Visiblement, rares étaient ceux et celles qui avaient vraiment trouvé ce qu'ils étaient venus chercher. Une pointe de déception, donc, due pour l'essentiel à l'interférence constante des motivations et des désirs des uns et des autres !

Mais pouvait-il, au fond, en être autrement ?

Une double impasse

Contrairement à la contraception féminine, la contraception masculine est pauvre en moyens techniques. Aujourd'hui, l'homme qui souhaite se contracepter n'a le choix qu'entre la bonne vieille capote anglaise — une méthode efficace mais pas très bandante — et la vasectomie — interdite en France et de toute manière rarement réversible. Un choix restreint, donc, qui n'incite guère les hommes à assumer leur part de responsabilité dans la contraception.

Face à cette situation, les membres de l'Ardecom ont été obligés, par la force des choses, d'expérimenter eux-mêmes, pour élargir l'éventail des méthodes contraceptives masculines existantes. Leurs recherches et leurs expériences se sont principalement dirigées dans deux directions. Celle de la pilule pour homme et celle de la chaleur (2). C'est ainsi que sous surveillance médicale, un certain nombre de militants ont expérimenté différents types de pilules. C'est ainsi également qu'à d'autres, partant du principe que la chaleur diminue le nombre de spermatozoïdes, leur mobilité et leur vitalité, ont mis au point le slip chauffant. Pour l'heure, les résultats de ces expériences, même s'ils ne sont pas encore très probants, incitent à l'optimisme, et à tout le moins invitent à poursuivre les recherches.

Dans ces conditions, il est aisé de comprendre que pour tous ceux qui vivent ces expériences comme pour tous ceux qui sont à la recherche d'une méthode contraceptive, la dimension technologique de la contraception masculine est au centre de leurs préoccupations. Rien d'étonnant, donc, à ce que la rencontre de Lyon ait débuté par le bilan des expériences en cours et un échange de témoignages particulièrement émouvants. Cette approche de la contraception masculine pose néanmoins une double série de problèmes. Tout d'abord, en expérimentant sur eux-mêmes des moyens contraceptifs en voie d'élaboration, les militants de l'Ardecom risquent de servir de cobayes à bon marché pour les trusts pharmaceutiques. Bien sûr, devant l'absence de moyens contraceptifs, il n'est pas possible de rester les bras croisés à attendre le bon vouloir des pouvoirs publics ou des marchands. N'empêche, avant de se lancer dans l'expérimentation, il importe de bien réfléchir. A ce niveau, la différence entre la pilule et le slip chauffant est flagrante. Le slip chauffant présente plusieurs avantages : il n'entraîne aucun risque pour la santé ; il n'a rigoureusement aucune chance d'intéresser les trusts pharmaceutiques ; il est réalisable par n'importe qui, et de ce fait, il échappe à la logique irresponsabilisante de la consommation. Il présente par contre l'inconvénient de n'être pas très « pratique ». Mais que signifie au fond la notion de pratique ?

Quoi qu'il en soit, une chose est sûre, le choix d'une méthode contraceptive n'est pas neutre. Il a des consonances politiques et sociales qu'il serait dangereux de gommer. Le nucléaire et le solaire permettent tous deux de faire de l'électricité, mais les conséquences socio-politiques de l'un ou de l'autre ne sont pas les mêmes.

Ensuite, et c'est le deuxième point noir de l'approche technologique de la contraception masculine, en se polarisant sur l'élaboration d'une ou de plusieurs méthodes contraceptives, on débouche plus ou moins inconsciemment sur un certain sexisme. A Lyon, pendant que les militants exposaient avec passion le résultat des expériences en cours, les femmes étaient complètement exclues du débat.

En fait, et c'est ce qu'il convient de ne jamais perdre de vue, si la contraception masculine a aujourd'hui une incontestable dimension technologique, vu la quasi-absence de moyens contraceptifs masculins, cette dimension ne doit pas pour autant être l'arbre qui cache la forêt. La contraception masculine, comme la contraception féminine, pose le problème de la révolution sexuelle et celui de la révolution sociale et pour les révolutionnaires que nous sommes, il est absolument hors de question d'évacuer cet aspect des choses.

Contraception masculine et révolution sexuelle

Pour la plupart des gens, la contraception permet avant tout de maîtriser la reproduction. Un simple moyen technique donc, qui propulse brutalement l'enfant du champ clos du hasard ou de la fatalité dans les espaces infinis du désir. Un enfant si je veux, quand je veux... et peut-être aussi si je peux !

Qu'on ne se y trompe cependant pas ; si la contraception signifie pour l'essentiel la possibilité de contrôler une procréation jusqu'alors subie, elle ne se limite nullement à ce seul aspect des choses. C'est également, et peut-être surtout, l'amorce d'un processus de libération sexuelle, voire de révolution sexuelle. En effet, en ramenant la procréation à sa juste dimension qui est celle d'un tout petit moment de la vie sexuelle, la contraception libère la sexualité d'un poids énorme. Elle lui permet de s'épanouir enfin librement, sans crainte ni angoisse. Elle la libère de l'obsession d'une grossesse non désirée. Elle lui offre la possibilité de redevenir enfin ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : une source intarissable de PLAISIR. De plus, et c'est à ce niveau qu'il est possible de parler de révolution, la contraception autonomise l'individu dans sa recherche du plaisir. Elle lui permet de vivre sa sexualité hors du cadre étriqué et voué à l'ennui du couple figé dans le temps. Elle remet en cause le patriarcat et la propriété sexuelle. Enfin, et c'est peut-être cela l'être

L'Ardecom est une association créée il y a tout juste un an (octobre 79), et comme tous les jeunes organismes vivants, elle se trouve confrontée au problème de la croissance. Pour faire face au succès qu'elle rencontre actuellement, l'organisation doit à toute force évoluer, s'adapter, intégrer en douceur les nouveaux arrivants, éviter de maintenir le décalage inévitable dans un premier temps entre les anciens et les nouveaux, et au bout du compte parvenir à un nouvel équilibre. Pour l'heure, et c'est l'explication principale de la gêne ressentie par les uns et les autres à Lyon, l'Ardecom n'a pas encore réussi à définir clairement sa nouvelle identité. Entre ceux qui, las de tourner en rond dans le champ clos du discours, ont une envie frénétique d'inscrire leur non-désir d'enfant dans la réalité et l'action, ceux qui n'ont pas encore l'expérience du discours et qui appréhendent la contraception masculine comme le point de départ d'une vaste remise en cause du patriarcat, et ceux qui tentent de synthétiser la réflexion et l'action, la mayonnaise a du mal à prendre. Alors, finalement, l'ambiguïté de la rencontre de Lyon, un simple accident de parcours difficilement évitable dans le contexte d'une organisation grandie trop vite ? Voire !

profond de la contraception, pour être l'affaire de CHACUN, elle est forcément l'affaire de TOUS. Elle concerne avant tout l'individu et par conséquent la totalité des hommes et des femmes.

Dans ces conditions, il est aisé de comprendre que la contraception masculine est un élément indispensable de la problématique générale de la contraception. De ce fait, si elle concerne au premier chef les hommes, elle ne peut laisser les femmes indifférentes. Celles du moins qui pensent que l'émancipation féminine n'est qu'un aspect de l'émancipation de l'être humain en général.

En conséquence, le fait que la rencontre de Lyon, en se centrant d'emblée sur le bilan technique des expériences en cours, ait dans un premier temps exclu les femmes présentes du débat, pose problème. Là n'est cependant pas le plus grave. Dans le groupe de discussion auquel j'ai participé, le problème de la mixité de l'Ardecom a été une fois de plus remis sur le tapis, prouvant s'il en était besoin que la cause est loin d'être entendue par tout le monde. Certains hommes et « bizarrement » certaines femmes ont développé l'idée selon laquelle la contraception masculine, comme la remise en cause du rôle du mec dans notre société patriarcale, était exclusivement l'affaire des hommes. A contrario, on retrouve là la stratégie imbécile et sectaire d'un certain féminisme : chacun pour soi... et Dieu pour tous.

A cela, les partisans de la mixité ont bien entendu rétorqué que la contraception comme la sexualité ou le patriarcat, concernant tout à la fois les hommes et les femmes, il était dérisoire d'aller au combat en ordre dispersé voire en considérant l'autre comme l'ennemi. Entre ces deux stratégies radicalement antinomiques, certains ont cependant tenté de dégager une troisième voie. Pour eux, en effet, s'il est fondamental, pour des questions de spécificité ou de facilité de prise de parole, que les hommes puissent se retrouver entre eux, il est aussi fondamental qu'ils puissent se retrouver avec des femmes puisque la libération sexuelle sous tendue par la contraception s'inscrit à l'évidence dans un processus de révolution sexuelle, elle-même partie prenante d'une révolution sociale. Pas question donc de s'enfermer dans une révolte réactionnelle du genre sexiste, ni de se dissoudre dans une unité uniformisante, négatrice de la liberté et de la spécificité de chacun. Préserver la spécificité du combat des hommes est autant nécessaire que de relier cette lutte à celle des femmes pour pouvoir déboucher sur une révolution sexuelle authentique.

Contraception masculine et révolution sociale

On l'a vu, la contraception masculine est l'élément complémentaire et indispensable de la contraception féminine, pour

que la contraception en général débouche sur une libération et une révolution sexuelle. De ce point de vue, l'Ardecom a donc intérêt à préciser sa pensée de manière à ce que tous ceux qui rejoignent l'association sachent à quoi s'en tenir. Je conçois l'Ardecom comme un lieu permettant tout à la fois d'inscrire dans les faits un non-désir d'enfant et de réfléchir sur les significations de la contraception masculine (par rapport à la paternité, au patriarcat...). Un lieu GLOBAL, donc, qui ne privilégie ni l'action ni la parole mais qui, au contraire, mène constamment les deux de front. Un lieu MIXTE également qui, tout en permettant aux hommes de préserver leur spécificité, replace cette dernière dans la perspective d'une contraception partie prenante d'un processus de libération sexuelle. Un lieu OUVERT au bout du compte, où la libération sexuelle sera vécue comme aspect particulier d'une révolution sexuelle.

Bien évidemment, dès lors que l'on relie la contraception à la libération sexuelle et à plus forte raison à la révolution sexuelle, le problème de la révolution sociale se pose immanquablement. Ce n'est un secret pour personne, la misère sexuelle, la phalocratie, le patriarcat... plongent leurs racines dans le fumier d'un système social caractérisé par l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme. Dans ces conditions, penser qu'une révolution sexuelle puisse être menée à terme dans le cadre d'un tel système, révèle à l'évidence de l'illusion. Est-ce cependant à dire qu'il convient d'attendre les lendemains du grand soir pour entamer un processus de libération sexuelle ? Bien sûr que non ! Simple ment, il faut penser la révolution sexuelle comme une DYNAMIQUE qui ne pourra réellement aboutir que lors de la révolution sociale. Mieux, il faut penser la révolution sexuelle comme élément à part entière mais parmi d'autres de la révolution sociale en marche.

Comme on le voit, la contraception masculine présente un visage à multiples facettes. A partir de la contraception comme simple technique de maîtrise de la procréation, plusieurs stratégies sont possibles, dont la réformiste et la révolutionnaire. A l'Ardecom de choisir l'une d'entre elles. A défaut de faire le « bon choix », cela permettra au moins de lever une bonne fois pour toutes les ambiguïtés du genre de celles qui ont terni la rencontre de Lyon !

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Association pour la recherche et le développement de la contraception masculine, 6 bis, rue Hyppolite Maindron, 75014 Paris.
(2) Pour en savoir plus sur la pilule pour l'homme et le slip chauffant, il faut lire le numéro 2 de la revue de l'Ardecom qui fait le bilan des expériences en cours. Elle coûte 18 francs.